

Secrétariat exécutif du SMSI

RAPPORT SUR L'INVENTAIRE DES ACTIVITÉS LIÉES AU SMSI

TABLE DES MATIÈRES

	Page
0 INTRODUCTION	2
1 Le rôle des gouvernements et de toutes les parties prenantes dans la promotion des TIC pour le développement (C1).....	5
2 L'infrastructure de l'information et de la communication: fondement essentiel d'une société de l'information inclusive (C2).....	13
3 L'accès à l'information et au savoir (C3)	18
4 Le renforcement des capacités (C4)	21
5 Etablir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC (C5)	25
6 Créer un environnement propice (C6)	29
7 Les applications TIC et leur apport dans tous les domaines (C7)	32
8 Diversité et identité culturelles, diversité linguistique et contenus locaux (C8)	42
9 Médias (C9)	45
10 Dimensions éthiques de la société de l'information (C10)	47
11 Coopération internationale et régionale (C11)	50
12 Atteindre les objectifs, les buts et les cibles du SMSI.....	54
13 Pacte de solidarité numérique.....	56
14 Suivi et évaluation	56
15 Prochaines étapes.....	62

0 INTRODUCTION

0.1 Inventaire des activités liées au SMSI

1 L'inventaire des activités liées au SMSI a un double objectif: dresser la liste des activités entreprises par les gouvernements et par toutes les parties prenantes pour la mise en oeuvre des décisions prises à Genève (Déclaration de principes et Plan d'action du SMSI) et recenser les progrès réalisés sur la voie de l'édification de la société de l'information. Il complète le rapport sur les engagements des parties prenantes du SMSI (le "Livre d'or") devant être annoncés pendant la phase de Tunis.

2 L'inventaire des activités du SMSI a été entrepris par le Secrétariat exécutif du SMSI (SE-SMSI) en octobre 2004. Après une première réunion de réflexion entre les parties prenantes, des consultations en ligne et des discussions au sein du Bureau du SMSI sur la forme que cet inventaire devrait revêtir, un questionnaire a été élaboré, envoyé à toutes les parties prenantes et affiché en ligne (cliquer sur www.itu.int/wsis/stocktaking). A la lumière des réponses reçues, une base de données consultable en libre accès a été créée. Le 5 octobre 2005, cette base de données contenait des informations sur quelque 2 400 activités liées au SMSI, dont des descriptifs de projet, des documents et des liens URL; elle peut être consultée par critère de recherche: grandes orientations du SMSI, types d'entités, objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, portée géographique, mots clés, etc.

3 L'idée est que cette base de données soit un portail dynamique qui renvoie à toutes les activités liées au SMSI entreprises par les parties prenantes. Elle continuera à être mise à jour au-delà de la phase de Tunis. Un rapport préliminaire a été présenté au PrepCom-2 (Document PC-2/6) et une version révisée de ce rapport a été soumise au PrepCom-3 (PC-3/3). Cette version révisée qui intègre les observations reçues avant le 5 octobre, est soumise au Sommet. Le rapport contient des hyperliens qui renvoient à des sources d'information sur les différents projets énumérés. Toutefois, il n'est pas censé traiter sans exception toutes les activités mises sur le site web, mais plutôt attirer l'attention sur la quantité d'informations continuellement mises à jour contenues dans la base de données proprement dite et sur le web.

0.2 Résumé en chiffres

4 Le 5 octobre 2005, on recensait au total 2 394 activités, qui, pour plus de la moitié, avaient pour origine les gouvernements, et pour un quart, les organisations internationales. Les promoteurs des autres activités étaient la société civile, les entités du secteur privé et d'autres entités (voir Figure 1). Environ 46% de ces activités étaient de portée nationale, presque un tiers de portée internationale, le reste ayant été réalisé au niveau local et régional. Plus d'un tiers (34,7%) d'entre elles étaient à mettre au compte de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, l'Asie-Pacifique venant en deuxième position avec un pourcentage de 16,6%.

5 Vous trouverez sur la Figure 1 un récapitulatif de la répartition des activités en fonction des grandes orientations. L'activité C3 "Accès à l'information et à la connaissance" est la plus dynamique puisqu'elle concerne 58,1% de tous les projets recensés, l'activité C4 "Renforcement des capacités" venant en deuxième position avec 47,4%. Plus de 70% de toutes les activités recensées ont un rapport avec les objectifs de la Déclaration du Millénaire (non indiqués dans le Tableau 1). L'objectif N° 8 "Mettre en place un partenariat mondial pour le développement" est le plus souvent cité, avec une corrélation dans 45,3% des cas, suivie de l'objectif N° 1 "Réduire l'extrême pauvreté et la faim" avec 17,9%.

Figure 1: Répartition des activités liées au SMSI dans la base de données "inventaire"
En fonction de la source, de la portée géographique, de la région et de la grande orientation.

Source: Base de données Inventaire SMSI (2 394 activités recensées au 5 octobre 2005). NOTE – ALC: Amérique latine et Caraïbes. Dans le diagramme de droite, on obtient, en additionnant les pourcentages, un chiffre supérieur à 100%. En effet, le nombre de projets concerne plus d'une grande orientation. Pour l'analyse, on a utilisé les groupements régionaux en vigueur aux Nations Unies.

0.3 Mise en oeuvre par grande orientation du SMSI

6 Le Tableau 1 montre la répartition des activités selon les grandes orientations du SMSI. Le rôle des gouvernements a été particulièrement important pour les orientations C1 (parties prenantes), C2 (infrastructures) et C7 (applications TIC) ainsi que pour la section B (objectifs) du Plan d'action. Dans chacun de ces domaines, les gouvernements ont mené plus de 60% des projets pertinents. La contribution des organisations internationales à la mise en oeuvre des grandes orientations du SMSI a été relativement importante en ce qui concerne les orientations C6 (environnement propice), C9 (médias) et C11 (coopération), ainsi que pour la section E (suivi) du Plan d'action. Le quart environ des projets dans ces domaines ont été menés par des organisations internationales. Ce sont les entités de la société civile qui se sont le plus impliquées dans la mise en oeuvre des orientations C8 (diversité culturelle) et C10 (dimensions éthiques), en menant près de 20% des projets. La participation des entités du secteur privé est la plus élevée dans la section D (Fonds de solidarité) du Plan d'action, avec plus de 10% des projets.

Tableau 1: Activités liées au SMSI par grandes orientations

Grandes orientations	Total	En pourcentage du total	Gouvernements	Organisations internationales	Entités du secteur privé	Société civile	Divers
C1 Parties prenantes	1 057	44,2%	67,4%	16,9%	5,6%	8,2%	1,9%
C2 Infrastructures	1 004	41,9%	68,9%	14,5%	6,9%	8,1%	1,6%
C3 Accès à l'information	1 392	58,1%	62,3%	18,5%	6,3%	11,2%	1,8%
C4 Renforcement des capacités	1 135	47,4%	60,7%	20,5%	5,6%	11,4%	1,9%
C5 Sécurité	599	25,0%	63,6%	17,0%	8,2%	8,7%	2,5%
C6 Environnement propice	764	31,9%	62,0%	22,4%	4,3%	9,0%	2,2%
C7 Applications TIC	1 042	43,5%	67,1%	15,8%	5,7%	9,8%	1,6%
C8 Diversité culturelle	504	21,1%	52,8%	20,2%	6,9%	17,3%	2,8%
C9 Médias	271	11,3%	53,5%	23,2%	4,4%	14,8%	4,1%
C10 Dimensions éthiques	233	9,7%	51,9%	16,3%	9,4%	19,3%	3,0%
C11 Coopération	569	23,8%	51,7%	24,8%	7,2%	14,2%	2,1%
paragraphe B du Plan d'action: Objectifs	642	26,8%	71,5%	9,7%	6,2%	10,7%	1,9%
paragraphe D du Plan d'action: Solidarité numérique	290	12,1%	62,8%	13,4%	11,4%	11,7%	0,7%
paragraphe E du Plan d'action: Suivi	240	10,0%	54,2%	24,6%	6,7%	12,9%	1,7%
paragraphe F du Plan d'action: Phase de Tunis	301	12,6%	55,8%	18,9%	6,0%	15,0%	4,3%

Note: La colonne "Total" indique le nombre d'activités entrées dans la base de données qui sont considérées comme concernant chacune des grandes orientations correspondantes. Les autres colonnes indiquent le pourcentage d'activités organisées à l'initiative de différents groupements de parties prenantes. L'analyse repose sur 2 394 activités soumises au 5 octobre 2005. On obtient, en additionnant les pourcentages dans les colonnes, un chiffre supérieur à 100%. En effet, de nombreux projets concernent plus d'une grande orientation.

1 Le rôle des gouvernements et de toutes les parties prenantes dans la promotion des TIC pour le développement (C1)

7 Le Plan d'action du SMSI indique que la participation effective de toutes les parties prenantes est cruciale pour le développement de la société de l'information. La section C1 présente un ensemble d'objectifs (par exemple élaboration de cyberstratégies nationales d'ici à 2005 ou mise en oeuvre, d'ici là également, d'au moins un partenariat entre plusieurs secteurs), ainsi que des missions précises (par exemple étude de la viabilité des portails multipartenaires pour les populations autochtones ou mise en place d'un dialogue national). Quelque 986 projets (44%) ont été considérés comme ayant un rapport avec cette grande orientation. On trouvera ci-après la présentation de certaines des opérations multipartenaires et des initiatives visant à promouvoir les TIC au service du développement qui ont été lancées.

1.1 Cyberstratégies nationales

8 De nombreux pays ont annoncé le lancement de stratégies nationales ou y travaillent. On en trouvera des exemples plus loin, dans le Tableau 2:

- L'[Australie élabore sa stratégie nationale dans le domaine du large bande](#) au travers d'un partenariat entre le Gouvernement fédéral australien et les gouvernements des Etats et territoires afin de formuler et de coordonner une politique entre les différents niveaux de gouvernement. On espère que cette stratégie se traduira par une amélioration de l'infrastructure large bande du pays, ce qui permettrait à tous les Australiens d'avoir un accès juste et équitable au large bande et à ses avantages, en particulier pour ce qui est du prix et de l'emplacement.
- La [cyberstratégie de l'Autriche](#) porte sur les principes d'accessibilité, d'interopérabilité, d'interfaces ouvertes, d'utilisation de normes reconnues internationalement, de neutralité technologique, de sécurité, de transparence et d'échelonnabilité. Des services électroniques sont proposés par des organisations, des institutions ou des entreprises de divers secteurs, comme la santé, le commerce, l'administration, l'enseignement, la science et la culture. Les services publics reposent sur un ensemble de règles, normes, interfaces et infrastructures communes.
- Au [Bénin](#), un processus long et exhaustif, mené avec l'assistance du PNUD, et faisant intervenir des ministères et autres institutions publiques, le secteur privé, des ONG ainsi que des ambassades et investisseurs étrangers, a débouché sur l'élaboration d'un document présentant la politique et la stratégie en matière de TIC.
- Le Gouvernement de la **République de Bulgarie** a élaboré l'initiative [iBulgaria](#) afin de mettre en place une gouvernance moderne et efficace répondant aux véritables besoins des citoyens et des entreprises, en tout temps et de partout. Le principal rôle du cybergouvernement est de répondre aux besoins du grand public qui attend des services publics de haute qualité et accessibles. De nouveaux types de plates-formes et de moyens de communication seront mis en place sur la base d'un principe de "guichet unique".
- En septembre 2003, la **Finlande** a lancé un [Programme sur la société de l'information](#), dont les objectifs vont pleinement dans le sens des résultats de la phase de Genève du SMSI. Le but est de stimuler la compétitivité et la productivité, de promouvoir l'égalité sociale et régionale et d'améliorer le bien-être et la qualité de vie des citoyens grâce à l'utilisation efficace des TIC. Ce programme vise également à conserver à la Finlande son statut de producteur et utilisateur de TIC parmi les premiers du monde. La principale mission de ce programme est que tout un chacun ait accès aux avantages de la société de l'information.

- Au **Japon**, le Ministère des affaires intérieures et des communications travaille à l'élaboration du train de mesures requis pour [instaurer une société de réseaux ubiquitaires](#), généralisant et facilitant l'accès aux réseaux, "indépendamment du moment, de l'endroit où on se trouve, de l'utilisateur et du support" et dans laquelle les moyens de communication sont à la portée de tous. Cette proposition politique (u-Japon) a été débattue à la réunion thématique du SMSI "[Toward the realisation of a ubiquitous network society](#)" tenue à Tokyo les 16 et 17 mai 2005.
- Le Ministère de l'investissement, de l'industrie et des technologies de l'information de **Malte** a rédigé [la stratégie nationale en matière de TIC](#). Cette stratégie repose sur deux grands axes: i) l'amélioration de la société de l'économie et de l'information maltaise, faisant ainsi de l'expérience nationale une meilleure pratique que d'autres pays devraient suivre; ii) le renforcement des TIC dans le secteur public, non seulement pour améliorer la fourniture de services mais aussi comme outil pour développer la démocratie, la transparence et réaliser des gains d'efficacité. Cette stratégie repose sur une liste de projets consignés dans un document de programme des activités couvrant la période 2004-2006.
- En **Mauritanie**, avec le concours de l'UIT, [une politique et un document de stratégie pour les TIC ont été élaborés](#) à l'issue d'un vaste processus inclusif impliquant la participation de ministères et d'autres organismes publics, d'organisations internationales, du secteur privé, d'ONG et d'investisseurs.
- La [stratégie numérique](#) de la **Nouvelle-Zélande** porte sur la mise en place d'un avenir numérique pour tous les Néo-Zélandais, utilisant la capacité des TIC pour améliorer tous les aspects de nos vies et atteindre des objectifs économiques, environnementaux, sociaux et culturels. Elle s'organise autour de vecteurs clés: **contenu** (informations auxquelles nous avons accès et qui peuvent améliorer notre qualité de vie); **confiance** (les compétences pour utiliser les TIC et un environnement sécurisé pour ce faire); et **connexion** (disposer d'un accès aux TIC et les utiliser), et sur le rôle des agents de changement: **communautés, entreprises et pouvoirs publics**.
- En **Norvège**, le [Ministère de la modernisation](#) a annoncé le lancement de son programme intitulé "[cyberNorvège 2009 - le grand saut numérique](#)", qui vise à appuyer la politique du gouvernement pour ce qui est de la croissance économique et de la création de la valeur ajoutée, du progrès de la prospérité et de la qualité de vie et de la réforme du secteur public.
- **Oman** a mis au point la "[Digital Oman Society and e-Government strategy](#)" qui a été approuvée le 30 novembre 2002 par la Commission ministérielle nationale sur les technologies de l'information. Cette stratégie rend compte de l'adoption et de l'intégration des technologies numériques au domicile, sur le lieu de travail, dans les établissements d'enseignement et à des fins récréatives.
- En **Pologne**, l'un des principaux enjeux du programme [ePoland](#) pour le développement de la société de l'information entre 2004 et 2006 est de mettre en place une économie ouverte à la concurrence et fondée sur la connaissance afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens. La priorité est donnée aux services de l'administration publique et à l'élaboration d'un contenu Internet varié et utile. L'objectif premier est que chaque diplômé de l'enseignement secondaire en Pologne soit en mesure de travailler avec un ordinateur et l'Internet et connaisse les avantages de la communication électronique. Le deuxième objectif est de répandre le télétravail.

- En mai 2005, **Singapour** a mis en chantier [iN2015](#), vaste programme sur dix ans visant à faire progresser le secteur de l'infocommunication et à utiliser les technologies correspondantes pour renforcer la compétitivité des principales branches de l'économie et informatiser pleinement la société. L'élaboration de ce programme est le fruit de la concertation entre toutes les parties intéressées. Ce programme permettra de définir de nouveaux débouchés pour l'industrie, l'économie et la société singapouriennes, grâce à l'utilisation novatrice des technologies de l'information et de la communication. Le programme iN2015 devrait démarrer en 2006.
- Le 20 novembre 2002, le Gouvernement de **Sri Lanka** a lancé un programme TIC national ([e-Sri Lanka](#)) qui vise à mettre les TIC au service de l'intégration sociale, de la paix, de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Pour ce faire, les TIC serviront à améliorer la portée et la réactivité des services publics, à réduire les coûts de transaction pour les entreprises, à rendre les pouvoirs publics plus transparents et responsables et à répondre aux besoins urgents des communautés pauvres et des régions isolées.
- Le 4 août 2004, le Gouvernement du **Samoa** a approuvé une stratégie nationale des TIC (e-Samoa) dont le but est que chaque habitant ait accès aux TIC. La politique nationale repose sur quatre grands principes: ressources humaines; développement de l'infrastructure, coopération entre parties prenantes et politique et réglementation adaptées. Cette politique est le résultat d'un processus de consultation lancé en 2002, lorsqu'une Commission nationale des TIC a été créée. Les membres de cette Commission ont participé activement au SMSI et se sont largement concertés avec l'ensemble de la communauté des entités du secteur privé, des ONG, des maires de village et des présidents de toutes les commissions féminines à Samoa.

1.2 Intégration des TIC au service du développement dans les organisations internationales

9 Dans le Plan d'action, il est demandé aux organisations internationales et aux institutions financières concernées d'élaborer leurs propres stratégies d'utilisation des TIC pour le développement durable et la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire des Nations Unies. Citons quelques exemples:

- Le **Centre du commerce international** (CCI), qui est une agence mixte CNUCED/OMC, a mis au point le [programme "Passerelle pour le commerce électronique"](#), sur la base de sa stratégie de développement du commerce par voie électronique, afin d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) à réduire la fracture numérique dans le domaine du commerce international. Ce programme aide les chefs d'entreprise, les administrateurs d'organisation et les décideurs du secteur public à mieux comprendre et utiliser des outils et services TIC dans leur vie quotidienne afin d'accroître la compétitivité. Les activités au titre de ce programme couvrent actuellement une trentaine de pays.
- L'[Union internationale des télécommunications](#) (UIT), qui est l'institution spécialisée des Nations Unies jouant le rôle directeur dans l'administration du SMSI, a créé le [Groupe de travail du Conseil sur le SMSI](#) qu'elle a chargé de la conseiller, entre autres choses, sur les moyens de mieux s'adapter à la société de l'information. Le rapport de ce groupe, qui sera examiné par le Conseil avant d'être transmis à la Conférence de plénipotentiaires, devrait contribuer à façonner le Plan stratégique de l'UIT pour la période 2008-2011 et aider l'UIT à atteindre son objectif qui est d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication aux habitants du monde entier.

- La [Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement](#) (CNUCED) aide les pays en développement à élaborer et à mettre en oeuvre les politiques et stratégies nationales en matière de TIC afin d'encourager le commerce électronique, les capacités d'exportation et la compétitivité, par l'intermédiaire de politiques sectorielles, de programmes de formation et de déploiement d'outils des TIC. La CNUCED est partenaire du réseau mondial de ressources en cyberpolitique ([ePol-NET](#)), qui propose également une assistance à des pays en développement dans la mise en oeuvre de leurs politiques nationales en matière de TIC.
- La [Mission spéciale des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication](#) (UNICTTF) a organisé un Forum mondial sur la "[Promotion d'un environnement favorable au développement numérique](#)", les 19 et 20 novembre 2004 à Berlin. Cette conférence internationale a discuté de la réglementation politique, du financement et du rôle des différentes parties prenantes dans la création d'un environnement favorable au développement numérique. Ce forum s'est inscrit dans le cadre du processus du SMSI (par l'intermédiaire du Groupe de travail sur les mécanismes financiers), a contribué à la mise en oeuvre du Plan d'action et a mieux fait connaître le rôle des TIC dans la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire.
- La [Banque mondiale](#) joue un rôle considérable dans le financement des applications des TIC pour la gouvernance et les services publics grâce à de très nombreux instruments. En particulier, elle aide les pouvoirs publics à concevoir et à mettre en oeuvre leurs politiques en matière de développement des TIC. La Banque mondiale apporte son soutien à des activités liées aux TIC grâce à des projets sectoriels (par exemple, un projet éducatif relatif aux TIC dans les écoles). C'est pourquoi il est difficile de quantifier sa participation. Néanmoins, on a estimé à environ 1 milliard de dollars par an l'appui fourni aux applications des TIC.

Tableau 2: Exemples de cyberstratégies nationales figurant dans la base de données inventaire

Pays	Nom de la cyberstratégie nationale et URL	Ministère ou agence participante
Argentine	Programme national pour la société de l'information (www.psi.gov.ar/)	Ministerio de Planificación Federal, Inversión Pública y Servicios
Autriche	Cyberservices virtuels (http://www.cio.gv.at)	Bureau de l'information
Azerbaïdjan	Stratégie TIC nationale, 2003-2012 (http://www.nicts.az/)	Ministère des communications et des technologies de l'information
Bangladesh	Hub for ICT policy (www.mosict.gov.bd)	Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication
Colombie	Programme de connectivité (www.agenda.gov.co/)	Ministerio de Comunicaciones
Costa Rica	Commission nationale sur la technologie et les TIC (www.micit.go.cr/comisiones/conatic.htm)	Ministerio de Ciencia y Tecnología
Croatie	e-Croatia 2007 (http://www.e-hrvatska.hr/ehrvatska/)	Bureau du Gouvernement central
République dominicaine	Commission nationale pour la société de l'information et de la connaissance (http://www.edominicana.gov.do)	Instituto Dominicano de las Telecomunicaciones (INDOTEL)
El Salvador	Commission nationale pour la société de l'information (http://www.rree.gob.sv/)	Ministerio de Relaciones Exteriores
Finlande	Programme finlandais pour la société de l'information (http://www.tietoyhteiskuntaohjelma.fi/)	Bureau du Premier Ministre
Honduras	Déclaration de principes et Plan d'action du SMSI dans le cadre de la "Loi Marco" (http://www.conatel.hn/)	Instance de réglementation, CONATEL
Hongrie	Stratégie hongroise pour la société de l'information (HISS) (http://en.ihm.gov.hu/strategy)	Ministère de l'informatique et des communications
Indonésie	Elaboration d'une cyberstratégie nationale pour l'Indonésie (http://www.kominfo.go.id/)	Ministère des communications et de l'information
Jamaïque	Stratégie nationale des technologies de l'information et de la communication (http://www.cito.gov.jm/)	Bureau central des technologies de l'information (CITO)
Kenya	Gouvernement électronique (Administration publique en ligne) (http://www.kenya.go.ke/)	Bureau du Président
Liban	Stratégie de cybergouvernement (http://www.omsar.gov.lb/)	Bureau du Ministre d'Etat pour la réforme de l'administration
Lesotho	Politique nationale des TIC (http://www.lesotho.gov.ls/articles/2004/)	Ministère des communications, des sciences et de la technologie

Luxembourg	Programme E-Luxembourg (http://www.eluxembourg.lu/)	Service des médias et des communications/Ministère d'Etat
Malawi	Politique TIC du Malawi (http://www.malawi.gov.mw/Publications.htm)	Département des systèmes informatiques et des services de gestion de transport
Qatar	Vision stratégique nationale pour le secteur des TIC (http://www.ict.gov.qa/en/Default.aspx)	ictQatar
Serbie-et-Monténégro	Stratégie nationale pour la société de l'information (http://www.mntr.sr.gov.yu/)	Ministère des sciences et de la protection de l'environnement
Slovaquie	Stratégie de construction de la société de l'information en République slovaque (http://www.telecom.gov.sk/)	Ministère des transports, des postes et des télécommunications
Suisse	Stratégie de la société de l'information (http://www.infosociety.ch/site/default.asp)	Conseil fédéral
République arabe syrienne	Stratégie de TIC au service du développement socio-économique	Syrian Telecommunication Establishment (STE)
Turquie	Stratégie de la société de l'information (http://www.bilgitoplumu.gov.tr/)	Département d'Etat pour la société de l'information, Département de planification
Ouganda	Elaboration d'une stratégie de cybergouvernement (http://www.miniworks.go.ug/)	Ministère du travail, du logement et des communications
Viet Nam	Stratégie de développement des services postaux et de télécommunication jusqu'en 2010 et orientation jusqu'en 2020 (http://www.mpt.gov.vn/)	Ministère des postes et de la télématique (MPT)

Note: D'autres exemples de cyberstratégies nationales figurent dans le paragraphe 1.1 et dans d'autres sections du présent rapport.

Source: Base des données de l'inventaire des activités du SMSI (<http://www.itu.int/wsis/stocktaking>).

1.3 Mise en oeuvre de partenariats opérationnels publics/privés ou entre plusieurs secteurs en matière d'élaboration et de mise en oeuvre de cyberstratégies nationales

10 Le Plan d'action du SMSI encourage chaque pays à mettre en oeuvre d'ici à 2005 au moins un partenariat opérationnel public/privé (PPP) ou entre plusieurs secteurs, à titre de projet pilote. Au 20 août 2005, un peu plus de la moitié à peine des activités figurant dans la base de données impliquaient plusieurs parties prenantes, les partenariats concernant tout particulièrement les projets de la société civile (presque 90%, voir Figure 2). Citons notamment les partenariats suivants:

- En tant que participant à des partenariats entre plusieurs secteurs et au réseau de ressources [ePol-NET](#), le **Centre canadien de ressources en cyberpolitique (CCRCP)** collabore à des initiatives internationales visant à aider les pays d'Afrique à mettre au point des stratégies, des politiques et des réglementations dans le domaine des TIC.

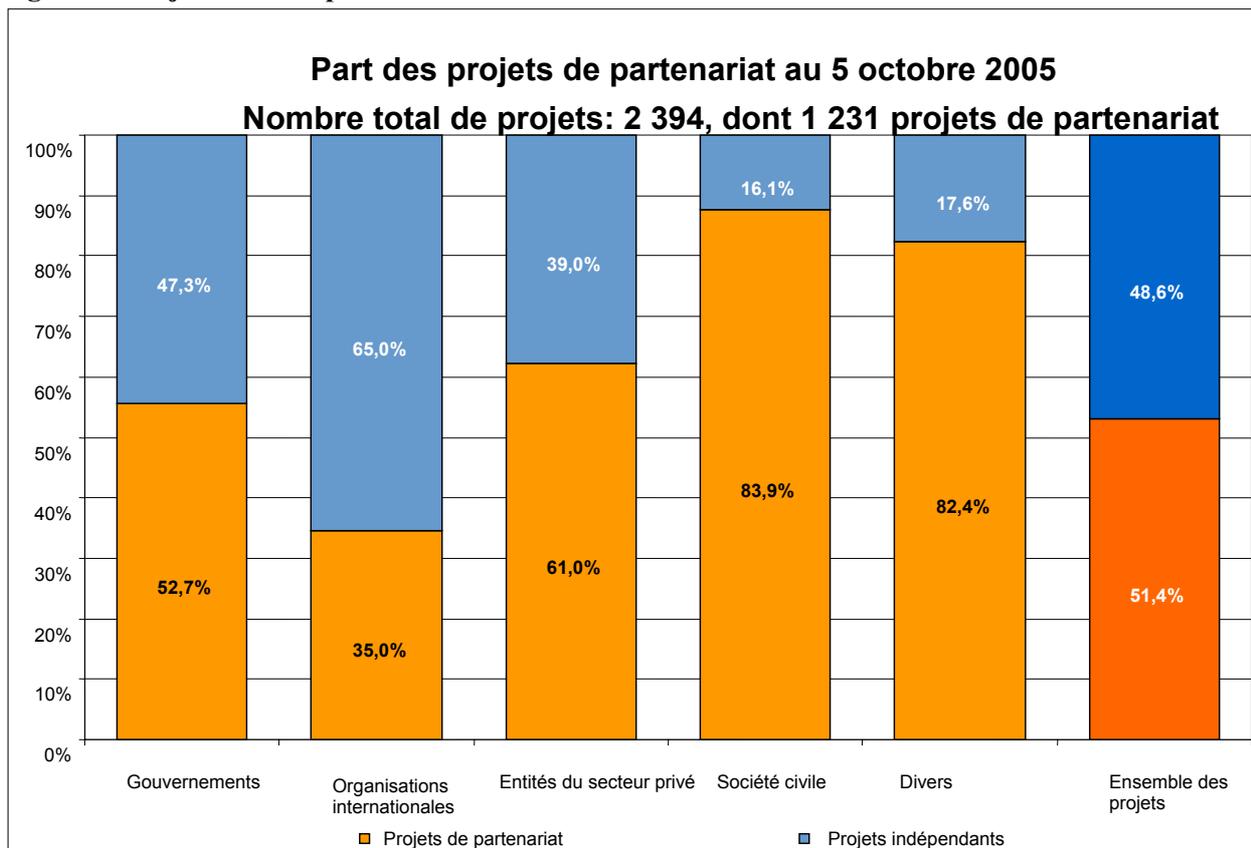
- Le **Chili** a créé un groupe ([Digital Action Group](#)) qui est une initiative public/privé visant à élaborer un "agenda numérique" pour le pays.
- Le **Liban** a établi un [groupe de travail national](#) composé de membres de tous les secteurs des TIC et travaille actuellement au suivi de la phase de Genève du SMSI, ainsi qu'à l'élaboration de contributions pour la phase de Tunis.
- Le [Programme des TIC](#) des **Pays-Bas** a été adopté le 23 février 2004. L'approche néerlandaise est la suivante: meilleure utilisation des TIC et TIC de qualité supérieure. Le Gouvernement néerlandais a l'ambition de montrer la voie qui mène à une augmentation sensible de l'utilisation des TIC. Le Réseau international communautaire intelligent (SCIN) vise à soutenir et à promouvoir activement la collaboration et les échanges internationaux, qui déboucheront sur des accords bilatéraux et multilatéraux, des activités de recherche et de développement communes ainsi que sur des possibilités de créneaux commerciaux et d'investissement au niveau international pour le secteur privé.
- La **Slovénie** a créé le [Forum slovène sur la société de l'information](#).
- Le projet CATIA (Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique) se poursuit (voir l'Encadré 1).
- Le [Comité consultatif des communications \(CCC\) des Tonga](#) a été créé par la Loi sur les communications de 2000. Il se compose de toutes les parties prenantes dans le domaine des TIC que compte le pays, et conseille le Ministre et le Département des communications. Le CCC joue un rôle utile en intervenant non seulement dans le processus consultatif, mais aussi, de façon directe, dans la mise en oeuvre et le contrôle des principales activités liées aux TIC aux Tonga.
- La [Global e-Schools and Communities Initiative](#) (Initiative mondiale pour les cyberécoles et les collectivités) a été lancée à l'issue des travaux du **Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et de la communication**.

Encadré 1: Dynamiser l'accès aux TIC en Afrique (CATIA)

[CATIA](#) est un programme de trois ans du [Département du Royaume-Uni pour le développement international](#) (DFID) né d'une collaboration étroite avec d'autres donateurs et acteurs, comme l'[Agence suédoise de coopération au développement international](#) (ASDI), l'[Agence canadienne de développement international \(ACDI\)](#), l'[Agence américaine pour le développement international \(USAID\)](#), le [Centre de recherche pour le développement international](#) (CRDI), le réseau [OneWorld network](#), [Amarc Africa](#), [Panos Institute](#), [Cisco Systems](#) Inc., et [ATOS KPMG Consulting - République sudafricaine](#)).

Depuis son lancement en 2003, CATIA a pour objectif premier de permettre aux populations pauvres d'Afrique de tirer profit des TIC et d'exploiter leur potentiel en tant que vecteur de changement durable en termes d'élaboration de contenu social, économique et local évolué. CATIA prévoit un certain nombre d'activités stratégiques visant à développer l'accès abordable à tous les services TIC, de l'Internet aux radios communautaires, afin d'ouvrir de façon efficace et efficiente des perspectives de développement mondial pour les communautés d'Afrique. Les centres de compétence du programme dans le domaine politique des TIC jouent un rôle essentiel dans le développement de la capacité des parties prenantes africaines à participer aux décisions internationales en matière de politique et de pratiques dans le domaine des TIC et à promouvoir les TIC dans le développement et la mise en oeuvre de politiques nationales multipartenaires qui contribuent à renforcer les capacités des pays d'Afrique.

Figure 2: Projets de multipartenariat



Source: Base de données de l'inventaire des activités liées au SMSI.

- Le réseau [Satellite Global HealthNet](#), créé en 1991, compte environ 10 000 membres, qui ont accès au courrier électronique et à une bibliothèque électronique contenant des informations sur la santé. La technologie utilisée à l'origine, à savoir les satellites sur orbite terrestre basse, a évolué vers l'utilisation de la meilleure connectivité disponible dans différents pays membres, dont l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, le Népal, l'Ouganda et le Zimbabwe. Le réseau HealthNet compte parmi ses membres des organismes de charité (Digital Partners Foundation et Lewinson Family Fund par exemple), des personnalités (comme la Princesse Catherine Aga Khan), des entreprises privées (comme PalmOne et Skyscape) et des éditeurs médicaux. De plus, HealthNet collabore avec les ministères de la santé publique des pays membres.
- L'[Initiative VillagePhone](#) (un téléphone par village) en **Ouganda** vise à créer des débouchés pour les habitants des zones rurales pauvres, en particulier pour les femmes, en vue de leur permettre d'exploiter un publiphone et de devenir opérateurs "Village Phone". Ce projet s'inspire du projet bien connu VillagePhone lancé pour la première fois par Grameen au Bangladesh, qui a permis de fournir des services à plus de 39 000 villages et d'employer environ 45 000 femmes comme opératrices téléphoniques ("VP ladies"). La Fondation Grameen aux Etats-Unis est l'une des parties prenantes, avec l'opérateur cellulaire MTN Uganda (qui offre des tarifs spéciaux pour le temps d'utilisation), Uganda Women's Financial Trust et Uganda Microfinance Centre. Le profil de deux femmes ayant obtenu des revenus grâce à cette initiative est décrit dans l'Encadré 2.

1.4 Autres exemples

11 Autres exemples d'activités multipartenariats présentées par des organisations internationales, des entreprises privées, des entités de la société civile et d'autres parties intéressées:

- **Computing Technology Industry Association (CompTIA):** [Rôle crucial de l'industrie du logiciel en Amérique latine.](#)
- **Conseil de l'Europe:** [Les enjeux de la formation en ligne et de l'enseignement à distance.](#)
- **Conférence européenne des Ministres responsables de l'aménagement du territoire (CEMAT):** [Planification spatiale.](#)
- **Comité directeur international pour la cartographie mondiale (ISCGM):** [Cartographie mondiale.](#)
- **ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel):** [Promotion, par l'ONUDI, des activités liées aux TIC.](#)
- **UNU (Université des Nations Unies):** [Conception de l'économie du savoir.](#)
- **UPU (Union postale universelle):** [Stratégie postale mondiale de Bucarest \(SPMB\) - Planification stratégique de l'UPU pour 2005-2008.](#)
- **OMC (Organisation mondiale du commerce):** [Négociations sur les télécommunications de base.](#)

2 L'infrastructure de l'information et de la communication: fondement essentiel d'une société de l'information inclusive (C2)

12 Dans la Déclaration de principes du SMSI, il est reconnu que la connectivité a un rôle central à jouer dans l'édification de la société de l'information. Les activités soumises sur ce thème en vue d'être incluses dans la base de données de l'inventaire des activités liées au SMSI laissent entrevoir les tendances suivantes:

- mise en oeuvre et développement des réseaux d'accès large bande (technologies filaire et hertzienne);
- mise en oeuvre et amélioration des réseaux dorsaux à fibres optiques;
- convergence des réseaux permettant d'assurer des communications à un ou à plusieurs correspondants sur des plateformes communes;
- multiplication des réseaux hertziens, qui sont particulièrement importants dans les pays en développement où le réseau filaire peut avoir une couverture plus limitée;
- augmentation des points d'accès à l'Internet (par exemple: ordinateurs à l'école, dans les télécentres, les cybercafés, etc.) et plus large éventail des technologies d'accès (fixe, hertzienne, satellite).

2.1 Projets d'infrastructure

13 Environ 40% des projets soumis en vue d'être inclus dans la base de données, font état de projets d'infrastructure, par exemple:

- Au **Burkina Faso**, le [Ministère des postes et télécommunications](#) s'est engagé à installer des infrastructures de base large bande pour l'établissement d'un réseau téléphonique public, y compris dans les zones rurales. Une liaison nationale de transmission de données par fibres optiques de 1 000 km sera créée et connectée à un câble sous-marin, via les pays côtiers voisins. L'accès à l'Internet haut débit sera aussi mis en place à l'aide des technologies ADSL et Wi-Fi.

Encadré 2: Profils d'opératrices VillagePhone en Ouganda

- Mme Sophia Nalujja, qui bénéficie d'un prêt de l'Uganda Women's Finance Trust Limited (UWFT) depuis de nombreuses années, est actuellement dans son cinquième cycle de prêt. Elle est mariée, a sept enfants, et tient un petit restaurant dans le village de Kiwangula dans le district de Kayunga. Ses diverses activités commerciales lui permettent maintenant de gagner environ 280 000 shillings ougandais (160 USD) par mois. Auparavant, quand elle était fermière, elle gagnait moins d'un cinquième de cette somme.
- Mme Josephine Namala tient un petit commerce dans le village isolé de Lukonda dans le district de Kayunga. Avant qu'elle exploite son villagePhone, les habitants de sa communauté devaient faire plus de 5 km à pied pour pouvoir téléphoner. Maintenant, le soir, ils viennent nombreux devant son commerce avec des postes de radios MF pour suivre des émissions de radio interactives; ils utilisent son téléphone pour faire part, en direct, au niveau national, de leurs commentaires aux stations de radio concernées.

Source: [Initiative villagePhone](#) en Ouganda.

- Dans le cadre du [Programme Compartel](#), le Ministère des communications de la Colombie fournit des infrastructures de télécommunication adaptées aux populations des régions rurales et à faible revenu, au moyen de programmes communautaires pour la téléphonie, l'Internet et les communications large bande.
- Le **Costa Rica** s'attaque à la réduction progressive de la fracture numérique dans le cadre de son programme spécifique de [réseau Internet évolué](#).
- Au **Guyana**, [Broadband Inc](#) s'est engagé à mettre en place un [réseau national](#) qui offrira l'Internet large bande et la téléphonie à 90% des communautés habitées du pays, villes minières et villages amérindiens.
- En **Norvège**, l'[Autorité norvégienne des postes et télécommunications](#) est responsable de l'[infrastructure Internet du pays](#).
- Au **Pérou**, un programme de [développement rural des technologies de l'information et de la communication](#) (ERTIC) a été établi.
- En **Serbie-et-Monténégro**, le [Ministère des sciences et de la protection de l'environnement](#) construit actuellement un réseau dorsal TIC universitaire, qui relie quatre centres régionaux et 14 villes, le noeud central étant situé à l'Université de Belgrade.

2.2 Convergence des réseaux

14 Dans la Déclaration de principes du SMSI, l'accent est mis sur la mise en place d'infrastructures de réseau d'information et de communication suffisamment développées. Certains projets facilitent la modernisation de l'infrastructure et l'exploitation des tendances vers la convergence des réseaux.

- Le **Koweït** a mis en oeuvre plusieurs projets visant à moderniser les infrastructures d'information et de communication. Par exemple, les projets de [réseau par câble à fibre optique, entre ce pays et l'Arabie saoudite](#) ou [entre les pays du Golfe](#), visent à assurer une liaison à grande largeur de bande entre les pays du Golfe et la région des Etats arabes, à augmenter les capacités des communications sur l'Internet et à fournir des services internationaux d'Internet et de communication de données.
- Un projet de connexion Ethernet gigabit visant à faciliter et élargir l'accès du public à l'Internet est en cours au **Liban**.

- L'[Autorité de réglementation des communications du Malawi](#) a soumis une proposition de projet concernant différents domaines des secteurs des communications, qui vise à améliorer le flux d'information pour dynamiser le développement social, économique et politique. Cette proposition porte notamment sur l'extension de la couverture des signaux de programmes de radio et de télévision publics, l'installation d'un réseau local hertzien reliant toutes les administrations et la mise en place de télécentres communautaires polyvalents dans les bureaux de poste.
- Au **Maroc**, l'Agence nationale de réglementation des télécommunications ([ANRT](#)), mène actuellement à bien une étude en vue de déterminer la possibilité d'établir des centres d'appel pour stimuler le développement économique et créer des emplois.

2.3 Elargir l'accès (les TIC pour tous)

15 La Déclaration de principes du SMSI fait état d'un engagement visant à faire de la "fracture numérique une occasion numérique pour tous". Un certain nombre de projets portent sur cet objectif, à savoir élargir l'accès aux TIC. Différents projets de télécentres dans le monde sont présentés dans l'Encadré 3.

2.4 Coopération internationale et régionale

16 De nombreux projets axés sur le développement et la modernisation de l'infrastructure font appel à la coopération internationale et régionale, par exemple:

- Les [Réunions Asie-Europe sur le commerce électronique](#), dont la quatrième a été accueillie par le Foreign and Commonwealth Office du **Royaume-Uni**, offrent un forum multilatéral pour le bon déroulement du débat orienté vers l'action entre les Etats Membres de l'Union européenne et les pays parties prenantes d'Asie. L'identification de moyens permettant d'accroître l'utilisation des technologies en ligne dans le commerce constitue un aspect important de cette initiative visant à faciliter le commerce.

Encadré 3: Etablissement de télécentres dans le monde

Le **Brésil** a une grande expérience en matière de promotion et de création de télécentres. Grâce à son [Programme d'inclusion numérique](#), le Ministère du développement social et de la lutte contre la faim encourage la création d'un réseau de télécentres moyennant l'installation de télécentres dans presque 6 000 communes brésiliennes, en particulier dans des institutions représentant ou soutenant des petites et moyennes entreprises, en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises brésiliennes, les conditions d'emploi et les revenus. D'[autres programmes du ministère](#) encouragent les ONG brésiliennes et d'autres parties prenantes de la société civile sans but lucratif à créer des télécentres dans des zones où le taux de pénétration des technologies de l'information est faible. Les institutions et les organisations intéressées répondant aux critères nécessaires peuvent recevoir, à titre de don, 10 ordinateurs chacune. De plus, le [Ministère brésilien du développement, de l'industrie et du commerce \(MDIC\)](#), en collaboration avec l'Armée brésilienne, équipe actuellement 34 télécentres le long de la zone limitrophe amazonienne du Brésil. Le Gouvernement brésilien encourage le secteur privé à donner des équipements en échange de son partenariat dans le cadre du Programme zéro faim du Brésil, d'être en conséquence exonéré d'impôt et de contribuer à la mobilisation sociale dans les secteurs de l'industrie et du commerce.

La **République de Colombie** favorise la création de télécentres pour développer de façon efficace la société colombienne de l'information. Dans le cadre du [Programme Compartel \(programme social en matière de télécommunication\)](#), le Ministère des communications, entre autres, prévoit d'installer 1 097 télécentres dans les zones métropolitaines et 359 télécentres dans les zones rurales de plus de 1 700 habitants. Environ 4,7 millions de citoyens ont désormais accès aux TIC. 58 millions USD, financés par le Fonds pour les communications, ont été investis pour six ans dans la mise en place et la maintenance de ces infrastructures.

La **Roumanie** reconnaît aussi que les télécentres sont très importants pour la fourniture des services de communication électronique dans les zones rurales. En 2004, l'Autorité de réglementation des communications, de la Roumanie (ANRC) a lancé un [projet](#) prévoyant l'installation de télécentres, en vue d'offrir un accès communautaire public au téléphone, à l'Internet et aux services de télécopie, dans des villages ayant un accès très limité, voire pas d'accès, aux services de communications électroniques. Les projets sont attribués par appel d'offres public et sont financés par un Fonds de service universel, constitué à partir des contributions versées par les acteurs du marché. En 2004, l'UIT a fourni une assistance technique pour soutenir ce projet, en dispensant au personnel de l'ANRC de la Roumanie une formation sur l'utilisation et les avantages des télécentres dans les communautés rurales, ainsi qu'en déterminant différentes façons d'obtenir l'appui des autorités locales. En 2005, l'UIT continuera à fournir une assistance technique, en s'efforçant avant tout de définir le modèle financier le plus viable pour les télécentres et en organisant une campagne d'information publique visant à présenter les avantages de l'utilisation des télécentres pour le développement des communautés rurales.

Dans le cadre du programme spécial "[Internet rural](#)", s'élevant à 30 millions d'euros, l'**Espagne** entend promouvoir l'accès large bande à l'Internet dans les zones rurales qui ne sont toujours pas couvertes par des technologies d'accès classiques telles que la ligne d'abonné numérique (DSL) ou le câble. Plus de 3 millions d'habitants de 1 500 communes rurales bénéficieront de cette initiative en utilisant les nouveaux télécentres publics où l'accès à l'Internet est gratuit. De plus, dans le cadre d'un autre projet "[Internet dans les bibliothèques](#)", le Gouvernement espagnol compte assurer la connectivité large bande pour 4 000 bibliothèques publiques du pays et les transformer en centres publics d'accès à l'Internet via des points d'accès publics hertziens.

L'expérience du **Soudan** montre que des initiatives de création de télécentres peuvent aussi émaner du secteur privé. [SUDATEL](#), l'opérateur historique du Soudan, a créé des télécentres pour fournir l'accès aux TIC, en particulier dans les zones rurales et isolées, en collaboration avec de nombreuses institutions publiques et privées, des donateurs internationaux et des organisations communautaires. Bien que la téléphonie soit le principal service, d'autres services comme la télécopie, l'Internet, la télé-médecine, le téléenseignement et la photocopie sont aussi offerts.

En **Suisse**, [la DDC](#) a créé, dans le cadre d'un nouveau programme, le portail [telecentre.org](#), en vue de catalyser et de consolider les réseaux de télécentres dans le monde entier. Ces réseaux aident tous ceux qui contribuent au fonctionnement des télécentres (formateurs, gestionnaires, bénévoles, animateurs, courtiers en information et techniciens) à résoudre des problèmes, à mettre leurs ressources en commun et à s'entraider. Les investissements sociaux consacrés à Telecentre.org seront affectés à quatre grands domaines: réunion des partenaires, partage du savoir, capacité des réseaux et innovation.

Source: Adapté de UIT/KADO "[Multipartenariat pour réduire la fracture numérique](#)" et base de données de l'inventaire des activités liées au SMSI.

- Le [Groupe de travail sur les télécommunications et l'information de l'APEC \(Organisation de coopération économique Asie-Pacifique\)](#) gère plusieurs projets concernant le développement de l'infrastructure régionale de l'information en vue de répondre aux besoins des pays de la région Asie-Pacifique, notamment: [Connectivité Wi-Fi dans les communautés rurales et isolées: Réduction de la fracture numérique](#); [Projet de mise en oeuvre du réseau Asie-Pacifique](#); [Projet de banc d'essai APII](#); [Aperçu général de IPv6: Réduction de la fracture numérique](#) et [Projet de centre de technologie APII](#).
- L'**Organisation des télécommunications du Commonwealth (OTC)** et l'UIT ont collaboré en vue d'élaborer un [modèle de service universel](#) en trois parties, couvrant les politiques d'accès/service universels, la réglementation et les procédures, en vue d'aider les pays à définir des politiques et des stratégies d'accès universel adaptées dans les deux ans à venir.

- La **Direction générale de la société de l'information de la Commission européenne** a fixé comme thème prioritaire les [Technologies de la société de l'information](#), dans le cadre du Programme de recherche et de développement de l'Union européenne. L'objectif est de favoriser l'adoption et la mise à disposition des services et des applications TIC et leur extension à tous les secteurs économiques et publics, ainsi qu'à la société en général.
- In Inde, l'[Agence canadienne de développement international](#) fournit des fonds pour assurer la formation et la diffusion en vue de l'établissement d'un modèle durable de TIC communautaires dans les zones rurales. Le projet a permis de relier dix villages près de Pondichéry, au sud de l'Inde, à l'aide d'un réseau hybride filaire et hertzien (comportant des ordinateurs, des téléphones, des dispositifs de radio duplex à ondes métriques, et une connectivité e-mail au moyen de lignes téléphoniques) qui a facilité le transfert des signaux vocaux et de données et qui a permis aux habitants d'obtenir les informations essentielles dont ils avaient besoin pour améliorer leurs conditions de vie.
- L'**Institut pour la connectivité des Amériques** soutient l'initiative [E-Link Americas: Projet de connectivité par satellite pour l'Amérique latine et les Caraïbes](#) (voir l'Encadré 4).
- L'**Organisation de l'aviation civile internationale** (OACI) a élaboré un Plan directeur pour faire en sorte que tous les éléments d'infrastructure, d'applications et de sécurité dans l'ensemble de l'OACI soient compatibles entre eux et avec ceux d'autres entités, qu'ils soient fiables et faciles à entretenir, fondés sur des normes ouvertes, qu'ils admettent des processus commerciaux compatibles avec le web, qu'ils soient compatibles avec d'autres sites des Nations Unies et qu'ils permettent d'améliorer la compatibilité avec les clients.
- L'**Organisation internationale des télécommunications par satellite (ITSO)** a lancé une [Initiative relative à une infrastructure satellitaire mondiale à large bande](#) (Initiative GBSI) dans le cadre du SMSI, en vue de définir un plan d'action concret permettant de faire de la "fracture numérique" une "ouverture numérique". L'objet de cette initiative est de rétablir un juste équilibre dans la répartition de l'infrastructure des télécommunications entre les régions et les pays, et entre les zones urbaines et rurales. Cet objectif sera atteint grâce à un partenariat novateur entre le secteur public et le secteur privé, dans le cadre duquel sera élaborée une initiative GBSI permettant d'offrir des services Internet haut débit, ce qui répond en particulier aux dispositions du paragraphe 9 d) du Plan d'action du SMSI.
- Au **Sénégal**, le [Fonds d'équipement des Nations Unies](#) entreprend, en partenariat avec Alcatel et le CRDI, une initiative commune en vue de répondre aux besoins de recherche dans le domaine de la gouvernance locale et des TIC pour le développement local dans les départements de Kebemer (région de Lougo) et de Kaffrine (région de Kaolack). L'initiative sera reprise au Bangladesh.
- La **Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique** (CESAP) a élaboré un Programme régional d'applications spatiales pour un développement durable dans la région Asie-Pacifique ([RESAP](#)). L'accent est mis sur les communications par satellite pour la connectivité et sur la promotion des partenariats des secteurs public et privé en vue d'accroître les avantages des communications par satellite. Le Programme RESAP vise aussi à améliorer la connectivité (et l'accessibilité à l'éventail de produits et services utilisables à un coût abordable) et à aider les communautés mal desservies de la région Asie-Pacifique.

- La [Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale](#) (CESAO) a élaboré un projet pilote sur les TIC pour réduire la pauvreté dans certains de ses pays Membres. Ce projet pilote vise à améliorer la qualité de vie, à créer des emplois et à donner de l'autonomie aux habitants grâce à l'installation de points d'accès communautaires (comme des centres communautaires des technologies de l'information ou des centres "espace public") et à soutenir les petites et moyennes entreprises grâce aux TIC. Dans l'optique de ce projet, la CESAO a créé en avril 2005 un site web sur l'[utilisation des technologies modernes au service de la création d'emplois et de la lutte contre la pauvreté dans la région de l'Asie occidentale](#).
- **Industrie Canada** et l'**UIT** soutiennent une série d'initiatives mises en oeuvre par l'**Institut international des télécommunications** (IIT) de Montréal, Canada, au profit des centres d'excellence en Afrique et dans la région des Etats arabes, et des gestionnaires et dirigeants concernés. Ces initiatives sont prises depuis 2004 dans le cadre du **projet de l'UIT "Tap-on-Telecom"**, qui donne accès, à distance, à une plate-forme technique de l'IIT par l'intermédiaire d'une liaison IP large bande.
- L'**Organisation météorologique mondiale** (OMM) élabore actuellement un futur système d'information de l'OMM (**FWIS**), qui a pour but d'établir une infrastructure unique et coordonnée pour la collecte et la mise en commun de données météorologiques, hydrologiques et climatiques, à l'aide de services de télécommunication à la fois efficaces et économiques (par exemple, Internet et systèmes à satellites). L'élaboration de normes de l'OMM relatives aux métadonnées et l'amélioration du système de télécommunication mondial de la veille météorologique mondiale (VMM) sont les principaux résultats obtenus à ce jour grâce à l'utilisation de services de communication de données gérées, de l'Internet et de systèmes à satellites.
- La Commission d'études 3 du [Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT](#) est chargée d'élaborer des Recommandations sur les principes de tarification et de comptabilité. Elle a élaboré une série de Recommandations et de lignes directrices sur la "[Connexion Internet internationale](#)" pour faciliter la négociation d'accords commerciaux bilatéraux permettant d'assurer des connexions internationales directes à l'Internet. Le coût élevé du circuit international permettant d'assurer la connexion à l'Internet entre les pays les moins avancés et les réseaux dorsaux Internet constitue toujours un grave problème pour ces pays. Il est nécessaire de construire des points d'accès au réseau régional et de soutenir les initiatives concernant les petits réseaux.

3 L'accès à l'information et au savoir (C3)

3.1 Politique générale et législation

17 Le Plan d'action du SMSI dispose que "les particuliers, les organisations et les communautés devraient pouvoir bénéficier de l'accès à l'information et au savoir". La politique des pouvoirs publics et la législation offrent divers moyens d'atteindre cet objectif, parmi lesquels:

- la libéralisation des services de télécommunication par le biais de la dérégulation, l'octroi de licences à de nouveaux opérateurs, la privatisation, etc. (par exemple, [Egypte](#), [Liban](#));
- l'adoption de stratégies visant à améliorer radicalement l'infrastructure des TIC existante et à réduire la fracture numérique (par exemple, [Azerbaïdjan](#), [Burkina Faso](#), [France](#), [Lituanie](#), [Malawi](#), [Pays-Bas](#), [Espagne](#), voir aussi le Tableau 1);
- la mise en place de mesures d'incitation visant à favoriser l'essor d'une société de l'information novatrice (par exemple, [Bangladesh](#), [Bulgarie](#), [Lesotho](#));

- l'élaboration d'une législation relative à certains aspects du cyberspace, tels que les mesures visant à lutter contre le spam, à garantir la sécurité ou à faciliter les transactions financières en ligne (par exemple, [Indonésie](#));
- l'obligation, imposée aux départements ministériels de publier les dispositions de politique générale et législatives en ligne afin de faciliter l'accès du public et des autres parties intéressées à l'information (par exemple, [Pakistan](#)).

3.2 Accès à l'information

18 La plupart des projets se rapportant à la ligne d'action C3 visent à faciliter l'accès à l'information, qu'il s'agisse, par exemple:

Encadré 4: E-Link Americas

E-Link Americas est un projet qui fera date visant à interconnecter les zones isolées et mal desservies d'Amérique latine et des Caraïbes au moyen de l'Internet haut débit peu onéreux afin de mettre au point des outils économiques et de nouvelles pratiques sociales. Les technologies hertziennes de télécommunication par satellite et de Terre sont utilisées pour fournir un accès bon marché et autonome à l'Internet aux municipalités, universités, écoles, hôpitaux, télécentres, et autres organisations communautaires de la région. En aidant les communautés à avoir accès aux ressources médicales et de formation en ligne ainsi qu'aux services d'administration en ligne offerts à tous les habitants, le projet e-Link Americas contribue au développement social et communautaire, notamment dans les zones rurales.

Les partenaires de cette initiative visant à améliorer l'accès à l'information et au savoir sont [E-Link Americas](#) - financé par l'[Agence canadienne de développement international](#) (ACDI) - la [Banque mondiale](#), l'[Organisation des Etats américains](#) (OEA), l'[Institut pour la connectivité dans les Amériques](#) (ICA) et le [Centre de recherches pour le développement international](#) (CRDI).

- de sites web publics donnant des informations aux pèlerins (par exemple, [Bangladesh](#), [Pakistan](#));
- de portails publics permettant aux citoyens de consulter des informations ou de se procurer des formulaires qu'ils ne pouvaient obtenir auparavant que dans les bureaux de l'administration publique (par exemple, [Australie](#), [Barbade](#), [Bangladesh](#), [Bolivie](#), [Canada](#), [Colombie](#), [Liban](#), [Tunisie](#));
- de portails publics locaux permettant de consulter les bases de données d'organismes publics (par exemple, le portail public du Baluchistan, [Pakistan](#));
- de la production de CD-ROM facilitant l'accès à l'information: par exemple, pour améliorer l'accès aux soins médicaux (par exemple, [Australie](#));
- de sites web interactifs permettant aux citoyens d'avoir accès à certaines informations et de donner leur avis sur les initiatives prises par les pouvoirs publics (par exemple, [Brésil](#), [Bulgarie](#), [Espagne](#), [Nicaragua](#));
- de l'échange de connaissances et d'informations scientifiques et culturelles appliquées, fournies aux utilisateurs, en fonction de l'évaluation des besoins de l'environnement, dans les domaines culturel, artistique, social, sportif, nutritionnel et historique (par exemple, [Iran](#));
- de l'élaboration d'un portail Internet pour la mise en commun des bases de données des producteurs et fournisseurs européens de métaux et d'informations sur les caractéristiques techniques des métaux (par exemple, [Ukraine](#)).

3.3 Recherche-développement (R-D)

19 Le Plan d'action du SMSI recommande de promouvoir la R-D, notamment sur les nouvelles formes de travail en réseau, pour améliorer l'accès à l'information et au savoir et pour mettre les TIC à la portée des personnes handicapées et d'autres catégories défavorisées. Comme exemples de projets de R-D, citons:

- diverses études relatives à la faisabilité de la mise en oeuvre de réseaux ubiquistes et sur les moyens à prévoir à cet effet (par exemple, [Japon](#), [République de Corée](#));
- la fourniture d'ordinateurs et d'une connectivité Internet haut débit à des universités et instituts de recherche pour faciliter leur participation à la société de l'information (par exemple, [Bulgarie](#), [Cameroun](#), [Thaïlande](#));
- la Fondation [Rays of Hope Stiftung](#), implantée en Suisse, s'emploie à détecter, surveiller l'évolution et endiguer les infections secondaires meurtrières dues au virus HIV du sida; elle recourt en outre, pour le diagnostic de fractures, aux techniques d'imagerie (encore peu répandues aujourd'hui dans les pays en développement);
- l'[Accessible Compartel](#) en **Colombie** permet à 58% des personnes handicapées de la vue d'accéder aux services d'information et de communication à l'aide de logiciels spécialisés. Ce projet est mis en oeuvre dans les 100 municipalités du pays ayant le taux le plus élevé de handicapés de la vue;
- un logiciel cartographique, montrant la densité des écoles dans différentes zones du [Bangladesh](#), aide à mieux définir la politique à mener en matière d'enseignement.

3.4 Centres communautaires

20 Le Plan d'action du SMSI invite les gouvernements et les autres parties prenantes à créer des centres "d'accès communautaire publics, multifonctionnels et durables offrant aux citoyens un accès abordable ou gratuit ...". Nombre de pays ([Arménie](#), [Brésil](#), [Cameroun](#), [Canada](#), [Liban](#), [Maroc](#), [Nouvelle-Zélande](#), [Togo](#) et [Uruguay](#), entre autres) ont déjà créé de tels centres. Par exemple:

- En **Indonésie**, le [Ministère des technologies de l'information et de la communication](#) a créé un système de points d'accès communautaires (CAP: Pusat Informasi Masyarakat) dans le cadre de l'action des pouvoirs publics visant à répandre les TIC dans l'ensemble du pays par la mise en oeuvre de projets ponctuels destinés à venir en aide à différents groupes de la société indonésienne: les femmes, les établissements d'enseignement, les aveugles, les agriculteurs, par exemple.
- La [Korea Agency for Digital Opportunity](#) (KADO), en partenariat avec le secteur privé ([Microsoft Unlimited Potential](#) programme), et avec l'appui du Gouvernement coréen et dans le cadre d'autres initiatives philanthropiques, a créé 20 centres de formation aux TIC communautaires répartis sur l'ensemble du territoire de la République de Corée.

3.5 Logiciels et accès ouvert

21 Plus de 20 projets sur le développement de logiciels FLOSS (free/libre and open source software) ainsi qu'une dizaine d'autres projets sur l'accès ouvert - aux revues scientifiques, par exemple - ont été soumis. Parmi ces projets, citons:

- le projet [Public Knowledge Open Access](#), qui vise à offrir au public l'accès libre et ouvert à des informations en ligne, avec exonération de la plupart des droits d'auteur et de licence;
- [Molecular Diversity Preservation International](#), une organisation à but non lucratif basée en Suisse, chargée de prendre en dépôt et d'échanger des échantillons moléculaires et biomoléculaires, y compris par le biais d'une série de revues à accès ouvert;

- des centres de développement de logiciels "open source" ayant pour mission de financer des développeurs de logiciels à code source ouvert tournés vers l'avenir (par exemple, au [Canada](#), [Pakistan](#));
- le développement de logiciels destinés à aider les handicapés à accéder à l'information, parallèlement à l'adoption de politiques facilitant l'accès de groupes défavorisés à l'information (par exemple, le réseau d'échange de connaissances sur la conception universelle et les technologies d'assistance de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (ASEANNet) organisé par la National Electronics and Computer Technology ([NECTEC](#)) de [Thaïlande](#));
- l'utilisation de logiciels à code source ouvert pour favoriser l'accès à peu de frais aux documents administratifs en ligne (par exemple, le réseau virtuel Fedlink exploité par l'[Australian Government Information Management Office](#));
- [Portail des logiciels libres de l'UNESCO](#).

3.6 Librairies et archives numériques

22 Le Plan d'action du SMSI préconise de soutenir la création d'un service numérique de bibliothèque et d'archives publiques, adapté à la société de l'information. Les bibliothèques numériques contiennent:

- une compilation des [réussites exemplaires des bibliothèques au coeur de la société de l'information](#), extraite de la base de données de l'IFLA ([International Federation of Library Associations and Institutions](#));
- plusieurs projets de l'[UNESCO](#) visant à favoriser un accès plus large aux bibliothèques, notamment dans la région [Asie-Pacifique](#) et dans le [sud-est asiatique](#);
- le projet [Jamaica Library Service Wide Area Network](#);
- la numérisation des ressources existantes des bibliothèques qui rend la documentation accessible au public à distance (par exemple, [Iran](#), [Pologne](#), [Espagne](#)).

4 Le renforcement des capacités (C4)

23 Le Plan d'action du SMSI dispose que "Chacun devrait avoir les compétences nécessaires pour tirer pleinement parti de la société de l'information". Un peu moins de la moitié des activités qui ont été versées dans la base de données ont trait au renforcement des capacités.

4.1 Familiarisation avec les TIC

24 Etant donné que les TIC sont de plus en plus utilisées, la nécessité de disposer d'un personnel bien familiarisé avec les TIC est vitale.

- En [Bulgarie](#), la mise en réseau des écoles favorise la formation à l'informatique et permet de faire mieux connaître les TIC.
- En [Indonésie](#), le Ministère des technologies de l'information et de la communication a fixé un ensemble de critères de [compétences types dans l'administration](#), déterminant les niveaux de compétence exigés des fonctionnaires et pouvant être utilisés pour déterminer les normes de compétence dans le domaine des TIC et dans d'autres secteurs de l'économie.

Encadré 5. Sushiksha - Inde

Le projet Sushiksha est un programme d'alphabétisation fonctionnelle lancé par l'[Institute for International Social Development](#) (IISD). Comme l'analphabétisme va souvent de pair avec la pauvreté et la vulnérabilité, ce projet répond à un large éventail d'impératifs sociaux à divers niveaux: enseignement primaire et formation continue, indépendance économique des femmes, orientation des jeunes et sensibilisation à la nécessité de préserver la viabilité à long terme de l'environnement. La priorité est donnée aux outils qui constituent les TIC pour mettre en place des stratégies de développement tenant compte de la conjoncture locale et prenant en considération les besoins concrets des communautés locales.

Lancé initialement en 1996, le projet touche une population d'au moins 50 000 personnes vivant dans des logements insalubres dans les districts de Kolkata et de Midnapores du Bengale-Occidental (Inde). Intégrant les pratiques spirituelles locales sans distinction de l'âge, de la caste et de la religion de ses bénéficiaires, le projet Subhiksha dispense une formation aux TIC non pas comme une fin en soi mais comme un moyen de réaliser ultérieurement d'autres objectifs, parmi lesquels: le développement du progrès matériel et de la puissance mentale de la population locale par un accès plus étendu aux ressources du savoir et de meilleures perspectives de réalisation professionnelle et d'intégration mondiale.

- Des programmes spéciaux visant à promouvoir la maîtrise des technologies informatiques sont proposés dans plusieurs pays ([Colombie](#), [Espagne](#), [Liban](#), [Libye](#), [Singapour](#), [Suisse](#) et [Uruguay](#)).
- En [Thaïlande](#), le Ministère des technologies de l'information et de la communication a lancé à l'intention des écoliers le [Computer for Thai Children's Development Programme](#) qui encourage la donation de PC neufs ou usagés aux écoles rurales.
- A [Trinité-et-Tobago](#), le Ministère de l'éducation met en service des [ordinateurs dans les écoles primaires](#), afin de faciliter l'intégration de l'informatique et des TIC dans les programmes scolaires.
- Le [Bureau régional pour les Etats arabes du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme](#) a mis au point un projet régional visant à [atteindre l'excellence dans le secteur des TIC](#). L'objet de ce projet est de donner aux femmes les moyens d'influer sur ce secteur et d'en tirer parti grâce au renforcement de leurs compétences techniques et générales. Dans ce but, une formation de pointe au fonctionnement des réseaux informatiques leur est proposée, ainsi qu'une formation non technique répondant aux impératifs du marché. Ce projet permet d'établir des liens entre les diplômés du secteur et les marchés de l'emploi locaux et régionaux, en assurant une politique d'égalité des chances dans le secteur des TIC et en sensibilisant l'opinion aux avantages de la pleine intégration des femmes dans ce secteur.
- Le projet Sushiksha en Inde (voir l'Encadré 5).
- L'[UIT](#), en partenariat avec la [Commission européenne](#), a créé plusieurs centres qui ont pour vocation d'ouvrir des débouchés dans le secteur des TIC à des populations des pays en développement, en particulier dans les PMA en Afrique. Ce programme d'initiation aux TIC, don de Microsoft Unlimited Potential, assure une formation à l'utilisation de l'ordinateur et de l'Internet, à leurs applications et aux télécommunications. Ce projet a permis d'équiper des centres de formation dans plusieurs pays ([Ethiopie](#), [Gambie](#), [Rwanda](#), [Ouganda](#) et [Zambie](#)) et de former plusieurs instructeurs par centre. Les cours ont débuté en 2005 et l'objectif est de rassembler entre 500 et 700 étudiants par année.

4.2 Politiques nationales

25 Plusieurs pays ont incorporé des objectifs de maîtrise des TIC dans leurs politiques nationales ([Argentine](#), [Qatar](#) et [Philippines](#)). En [Azerbaïdjan](#), un décret présidentiel impose aux écoles l'obligation de se connecter à l'Internet et de sensibiliser davantage les élèves à l'importance des TIC. Au [Nigéria](#), le Development Information Network a lancé une initiative sur l'[administration en ligne à l'intention des adolescents en milieu scolaire](#). Au [Pakistan](#), une université virtuelle sur les technologies de l'information a été créée, à laquelle sont inscrits quelque 3 000 étudiants dans tous le pays.

26 D'autres pays mettent actuellement en place des réseaux de recherche à haut débit (la [Bulgarie](#), le [Canada](#), la [Syrie](#), la [Thaïlande](#) et le [Réseau de recherches universitaires africain du SMSI](#), lancé pendant la phase de Genève du Sommet par la [Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique](#)).

4.3 Professionnels et experts des TIC

27 Au [Burkina Faso](#), le [service informatique du Premier Ministre](#), conjointement avec le PNUD, a élaboré un programme de [formation et d'appui pour les professionnels des technologies de l'information](#) s'inscrivant dans le programme-cadre de coopération pour la période 2001-2005.

28 Une assistance aux chefs d'entreprise est fournie par le réseau d'entreprises [Enablis](#), créé au départ en République sudafricaine, avec l'aide des gouvernements du [Canada](#) et de la [République sudafricaine](#) ainsi que du secteur privé. En outre, dans le cadre de son programme **Youth Education Scheme (YES)**, l'UIT fournit des bourses à des étudiants de pays en développement et de PMA pour leur permettre de poursuivre leur carrière et/ou de terminer leurs études supérieures en télécommunications ou dans des domaines connexes.

4.4 Enseignement à distance

29 Les TIC peuvent être utilisées pour étendre la portée de l'enseignement de type scolaire.

- [InWent \(Allemagne\)](#), en coopération avec d'autres programmes de développement, finance les établissements et organismes d'enseignement et de formation professionnelle qui donnent des cours de formation en ligne (e-Learning). InWent contribue également à renforcer les capacités des centres de formation en ligne régionaux pour répondre à la demande régionale de services en ligne.
- L'utilisation des nouvelles technologies facilite la diffusion d'informations aux étudiants ([Espagne](#), [France](#), par exemple).
- L'[UIT](#) et le programme [InfoDev](#) de la Banque mondiale collaborent à l'élaboration d'un [kit d'aide en ligne sur la réglementation](#). Conçu comme une source d'information évolutive, ce kit se présente sous la forme d'une série de modules sur de grandes questions de réglementation dans le secteur des TIC placé sous le signe d'une convergence rapide.

30 Entre autres initiatives d'enseignement à distance, citons l'Université virtuelle africaine (voir l'Encadré 6), le [Commonwealth of Learning](#) (organisation basée au [Canada](#)), le [Global Development Learning Network](#) (réseau mondial de formation pour le développement, relevant de la [Banque mondiale](#)), l'[Université virtuelle de Tunis](#) (Tunisie) et l'[Université du Pacifique Sud \(University of the South Pacific\)](#). Cette dernière a reçu une assistance du [Gouvernement de l'Australie \(AusAID\)](#) pour dispenser des cours de gouvernance, de formation des enseignants et d'enseignement à distance; elle utilise également les TIC pour assurer des cours d'enseignement à distance depuis son campus principal de Fidji.

4.5 Coopération internationale et régionale

31 Les partenariats entre les parties prenantes contribuent à rendre la formation aux TIC accessible au public. Par exemple:

- le laboratoire d'enseignement et de recherche sur l'Internet de l'[Asian Institute of Technology](#) aspire à devenir un centre régional de développement des ressources humaines sur l'Internet pour la région Asie-Pacifique et, en particulier, pour la région du Grand Mékong (Greater Mekong Sub-region).
- En 2000, [Cisco Systems Inc.](#), le [Programme des Nations Unies pour le développement](#) (PNUD), l'[Union internationale des télécommunications](#) (UIT), l'[Agence des Etats-Unis pour le développement international](#) (USAID) et les [Volontaires des Nations Unies](#) (VNU) ont formé un partenariat stratégique visant à faciliter la formation des étudiants dans le cadre de l'[Initiative en faveur des pays les moins avancés](#) (PMA), pour les préparer aux emplois de l'économie de l'Internet. Cette Initiative s'est étendue à 39 des 50 PMA de la planète, ainsi qu'à 10 pays d'Afrique participants ne comptant pas parmi les PMA. En 2003, les partenaires sont passés à la Phase II, pour étendre la formation au niveau des écoles d'enseignement secondaire, ainsi qu'à des villes de moindre importance et à d'autres localités, permettant ainsi à un plus grand nombre de personnes d'avoir accès à cette formation et contribuant au développement national et à la réussite professionnelle de tout un chacun. Une centaine de nouveaux établissements d'enseignement ont été créés dans les camps de réfugiés, ainsi que des écoles d'enseignement secondaire réservées aux filles et des universités dans toutes les villes d'Afrique.
- Une [Réunion thématique SMSI](#) intitulée les "[Implications économiques et sociales des technologies de l'information et de la communication](#) (TIC)", organisée conjointement par l'[OIT](#), le [CCI](#), l'[OCDE](#) et la [CNUCED](#), s'est tenue du 17 au 19 janvier 2005 à Antigua (Guatemala). Une conférence thématique [UNESCO](#) sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'enseignement de type scolaire consacrée à l'enseignement à distance se tiendra à Bakou, Azerbaïdjan, en août 2005.

Encadré 6: L'Université virtuelle africaine (UVA)

L'[Université virtuelle africaine](#) a été créée en 1997 avec des crédits de premier établissement de la **Banque mondiale**. Elle a pour objet de rendre accessible dans toute l'Afrique un enseignement supérieur de haute qualité faisant pleinement usage des TIC (télévision par satellite, Internet, visioconférence, par exemple). Après une phase de validation de principe (proof-of-concept) de 1997 à 1999, 33 centres d'enseignement UVA ont été créés dans l'ensemble du continent en 2000 et 2001. Depuis 2002, l'UVA est opérationnelle dans 18 pays, avec plus de 3 000 étudiants inscrits. Outre la Banque mondiale, les autres partenaires de l'UVA sont: l'[Agence canadienne de développement international](#) (ACDI), le Ministère britannique du développement international (**UK Department for International Development (DFID)**), des organisations du secteur privé (dont **Microsoft**, **Hewlett-Packard** et **Netsat**) et d'autres universités partenaires à l'étranger, tels que le **Massachusetts Institute of Technology** (Etats-Unis d'Amérique), **Carleton University** (Canada) et le **Royal Melbourne Institute of Technology** (Australie).

- En outre, plusieurs réunions thématiques SMSI sous-régionales ont été tenues, notamment à [Bishkek](#), **Kirghizistan**, du 16 au 18 novembre 2004; à Bali, Indonésie, du 1er au 3 février 2005, et la Conférence internationale sur le thème "[Fracture numérique et économie du savoir: problèmes et solutions](#)" à Bakou, **Azerbaïdjan**, du 25 au 28 novembre 2004.

- Dans le cadre de son [projet de Centres d'excellence](#), l'UIT, qui organise une centaine de sessions de formation par année, a contribué à renforcer les compétences de plus de 12 000 gestionnaires et dirigeants de différentes entités de télécommunication de pays en développement. L'UIT collabore en outre avec la **France** à l'élaboration du projet **SIMOBIZ** pour la mise en oeuvre d'un outil de simulation de commercialisation dans quatre Centres d'excellence de plusieurs régions (Afrique, Amériques et Etats arabes).

5 Etablir la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC (C5)

32 La Déclaration de principes du SMSI dispose que "Renforcer le climat de confiance, notamment grâce à la sécurité de l'information et à la sécurité des réseaux, aux procédures d'authentification et à la protection de la vie privée et du consommateur est un préalable au développement de la société de l'information et à l'établissement de la confiance parmi les utilisateurs des TIC". La présente section donne des exemples d'approches nationales et de coopération internationale et régionale se rapportant à cette ligne d'action.

5.1 Approches nationales

33 La [stratégie Gatekeeper®](#) du [Gouvernement australien](#) a pour but de donner aux Australiens confiance dans la protection de leur vie privée, tout en tirant parti des progrès réalisés depuis 1998 dans le domaine des TIC. Cette stratégie des pouvoirs publics australiens repose sur l'utilisation d'infrastructures de clé publique (PKI, *public key infrastructures*). La technologie PKI, qui permet d'instaurer un climat de confiance, utilise des certificats de signature numérique pour vérifier l'identité véritable des détenteurs de certificat et l'intégrité des messages en ligne qu'ils échangent. La stratégie Gatekeeper® est conçue pour faciliter la prestation de services administratifs en ligne et est gérée par l'Australian Government Information Management Office (AGIMO).

34 La [Hongrie](#) a lancé le programme eSignature/ePreserve visant à fixer les bases de l'introduction à grande échelle des signatures électroniques. Ce programme a pour autres buts d'introduire les transactions électroniques dans l'administration publique et de lancer un programme visant à renforcer la sécurité des données publiques. Dans le cadre de ce programme a été créée l'"Autorité de certification protégée" chargée de favoriser l'utilisation de signatures électroniques dans les établissements publics administratifs détenant des informations sensibles. En outre, le "Centre de conservation des données" conserve les données et met en oeuvre une application pilote destinée à familiariser les utilisateurs pour qu'ils acquièrent l'expérience nécessaire.

35 La National Police Agency (NPA), au [Japon](#), a renforcé les mesures de lutte contre la cybercriminalité, qui a augmenté parallèlement au nombre d'utilisateurs de l'Internet. Créée en 2004, la "Division de la cybercriminalité" (Cyber crime Division), a pour mission de favoriser la conduite d'enquêtes et la prévention de la cybercriminalité. Elle a coordonné des enquêtes menées par les forces de police locales et a renforcé la coopération avec des entreprises et des pays étrangers. La cybercriminalité devenant de plus en plus complexe, la NPA a également créé, dans chaque département préfectoral en charge des technologies de l'information et de la communication (Prefectural Info-Communications Department), une section de lutte contre la criminalité liée à la haute technologie ("High-Tech Crime Technology Section") chargée de fournir une assistance technique de pointe dans tout le pays pour les enquêtes sur la cybercriminalité.

36 En coopération avec des organismes publics, des associations professionnelles représentant le secteur privé et l'Union européenne, le [Liban](#) mène actuellement à bien le projet ECOMLEB. Visant à développer le commerce électronique, ce projet a deux priorités: mettre en place le cadre juridique détaillé nécessaire pour effectuer du commerce électronique et des transactions électroniques (signature numérique et vérification, confidentialité des données, contrats en ligne,

protection des clients, paiements en ligne, questions internationales connexes, etc.); et encourager le développement et l'utilisation du commerce électronique entre les petites et moyennes entreprises (PME) et les clients. Ont également été élaborés, dans le cadre du projet, un certain nombre de documents juridiques, dont une analyse de la législation actuelle relative au commerce électronique au Proche-Orient.

37 A la suite d'un processus de consultation ayant mobilisé tous les opérateurs de télécommunication, l'Agence des télécommunications de [Serbie-et-Monténégro](#) (AGENTEL) a publié un Manuel de réglementation sur la protection des consommateurs (Official Gazette RCG 63/03) et a informé les clients de leurs droits. Devant l'augmentation récente de l'utilisation abusive des TIC dans le domaine de la cybercriminalité (détournement de composeur, par exemple), l'Agence a publié des décisions relatives à la protection des clients et aux obligations des opérateurs de télécommunication. Ces décisions contiennent des dispositions réglementaires, parmi lesquelles la présentation quotidienne à l'Agence, pour information des clients, d'une liste de tous les appels internationaux sortants de plus de 4 000 impulsions et l'élimination des factures des clients des montants correspondant au produit du détournement de composeur.

38 Consciente de la dépendance des infrastructures vitales du pays à l'égard des systèmes d'information et de communication, la [Suisse](#) a mis en place un vaste "Concept opérationnel de sûreté de l'information (ou protection des infrastructures (de l'information) vitales)" depuis 1998. Ce concept opérationnel comprend quatre piliers: 1) des mesures préventives appropriées devraient limiter le nombre d'incidents; 2) les dangers et les menaces seront identifiés le plus tôt possible par l'intermédiaire d'une Centrale d'enregistrement et d'analyse destinée à garantir la sûreté de l'information (MELANI); 3) l'Etat-major spécial sûreté de l'information (SONIA) est chargé de faire en sorte que les effets des pannes soient réduits au minimum; 4) les causes techniques des pannes devraient être identifiées et corrigées.

39 Le Gouvernement de la [Thaïlande](#) (Centre national de technologie informatique et électronique, NECTEC) a mis en place l'Equipe thaïlandaise d'intervention en cas d'urgence informatique (ThaiCERT, *thai computer emergency response team*) sous la forme d'un forum de discussion électronique sur la cybersécurité. Cette équipe compte parmi ses membres des organismes publics et des entreprises du secteur privé (qui sont généralement davantage sensibilisés aux questions de cybersécurité). Le NECTEC a élaboré un plan quinquennal visant à faire de ThaiCERT un groupe d'experts de la cybersécurité et a lancé des services en ligne, avec des bulletins actualisés sur les séries de virus, les nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité et des cours de formation et d'application pratique sur la cybersécurité.

40 Par l'entremise du groupe de travail antispam, un partenariat entre les pouvoirs publics et les représentants de toutes les parties prenantes, le [Royaume-Uni](#) se donne pour tâche de répandre les meilleures pratiques et de conclure des alliances internationales, bilatérales et multilatérales contre le spam. Le Royaume-Uni est un des cofondateurs du groupe de réflexion de l'OCDE sur le spam, qui a des liens avec l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), la Commission européenne et l'UIT. Ce groupe de réflexion est un acteur central dans la lutte contre le spam, se donnant pour tâche de rassembler les décideurs, les responsables de la réglementation et les dirigeants d'entreprise des pays de l'OCDE et également d'approcher des pays extérieurs à l'OCDE. Le groupe de réflexion produira une boîte à outils antispam pour présenter les meilleures pratiques en matière de législation, sensibiliser le public au spam, créer des partenariats avec des entreprises, garantir l'autorégulation, proposer des solutions techniques et faciliter la coopération internationale dans la lutte contre le spam.

41 La [Korean Agency for Digital Opportunity](#) (KADO) a engagé en 2003 une action de prévention de la cybercriminalité, et a mis en oeuvre en 2004 des activités de lutte contre la cybercriminalité en coopération avec 22 bureaux de probation. Elle a mis au point un programme d'enseignement scolaire à l'intention de cybercriminels en puissance et mis sur pied un groupe de prévention de la cybercriminalité axant son action sur des établissements d'enseignement secondaire des premier et second cycles dans les environs de Séoul. La KADO va étendre le programme d'enseignement scolaire à l'intention de cybercriminels en puissance au niveau du Bureau national de probation, et va en outre développer les activités du groupe de prévention.

42 Plusieurs parties prenantes ont adopté (ou vont adopter) un cadre réglementaire applicable au spam et à la protection des données. Par exemple:

- l'[Australie](#) a adopté la loi antispam 2003 "Spam Act 2003" (et les Amendements qui en découlent);
- le [Japon](#) a promulgué en 2002 la loi sur la réglementation de la transmission de certains courriers électroniques (The Law on Regulation of Transmission of Specified Electronic Mail) et l'a révisée en 2005 pour y inclure l'application de pénalités directes aux expéditeurs de spams malveillants qui dissimulent leur identité. Cet amendement devrait en principe entrer en vigueur en automne 2005;
- le Gouvernement de la [France](#) a lui aussi lancé une stratégie nationale de lutte contre le spam;
- le Gouvernement de la [Nouvelle-Zélande](#) élabore actuellement une législation antispam. La loi prévoira des pénalités au civil et autorisera les fournisseurs de services Internet et les entreprises de télécommunication à porter les plaintes déposées par leurs clients devant les tribunaux en première instance, un organisme public étant chargé de veiller à l'application des peines et d'arbitrer les questions qui ne peuvent pas être résolues par d'autres voies;
- pour protéger les clients, les [Philippines](#) ont lancé une campagne d'information du public intitulée "NTC Cares";
- le [Pérou](#) a mis au point son enregistreur d'appels (*Registrador de Llamadas*) pour la protection des utilisateurs.

43 En ce qui concerne la cybercriminalité:

- des ateliers sur la cybersécurité ont été organisés en collaboration avec le Gouvernement des [Etats-Unis](#);
- le [Conseil de l'Europe](#) a finalisé la convention sur la cybercriminalité et en a assuré la promotion dans le monde entier.

44 Pour faciliter la mise en oeuvre d'applications TIC telles que l'administration en ligne et le commerce électronique:

- l'[Azerbaïdjan](#) s'apprête à adopter une loi sur la signature électronique;
- la [Bulgarie](#) a lancé son portail public de services en ligne;
- l'[Equateur](#) a adopté la facturation électronique pour garantir un niveau de sécurité approprié en matière de commerce électronique;
- le [Népal](#) a promulgué en 2004 une Loi sur les transactions électroniques et une réglementation correspondante;
- la [Nouvelle-Zélande](#) a adopté la loi sur les transactions électroniques 2002 (Electronic Transactions Act 2002);
- la [Serbie-et-Monténégro](#) a adopté une loi sur la signature numérique (Digital Signature Act);

- l'[Espagne](#) procède actuellement à l'élaboration de son modèle de sécurisation de documents pour boîte à outils et signatures électroniques par l'utilisation de certificats numériques;
 - les [Emirats arabes unis](#) ont créé le système [Tejari](#) - principal cybermarché au Moyen-Orient, en vue de faciliter les transactions en ligne interentreprises dans la région.
- 45 En ce qui concerne les systèmes d'intervention en cas d'incident,
- le [Qatar](#) a créé [l'équipe qatarienne d'intervention en cas d'urgence informatique \(Q-CERT, Qatar computer emergency response team\)](#), qui a pour mandat de sensibiliser le public à la cybersécurité, d'apporter une assistance aux fins de la gestion des risques, de garantir l'intégrité des données et d'adopter une législation sur la cybercriminalité;
 - le Gouvernement de l'[Espagne](#) exploite un Centre d'alerte avancée antivirus fournissant à tous les utilisateurs des informations gratuites sur les virus;
 - le **Gouvernement des Etats-Unis** aide le Gouvernement de l'[Algérie](#) à créer sa propre [équipe nationale d'intervention en cas d'urgence informatique](#).

5.2 Coopération internationale et régionale

46 Comme exemples de coopération internationale et régionale concernant la ligne d'action C5 (sécurité), citons:

- l'[Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information](#) (ENISA), instituée récemment, a pour mission de concourir à l'émergence d'une culture de la sécurité des réseaux et de l'information;
- créé sous l'égide du Gouvernement espagnol, le [Réseau de protection de l'information dans la région Amérique latine](#) se présente sous la forme d'un forum permanent ayant pour mission de promouvoir l'échange de données d'expérience et de créer des réseaux de contact facilitant la concertation dans ce domaine;
- l'[OCDE](#) a lancé son site web sur la culture de la sécurité et a publié ses "Lignes directrices régissant la protection des consommateurs contre les pratiques commerciales transfrontières frauduleuses et trompeuses";
- dans le cadre du Plan d'action d'Istanbul de l'[UIT](#), les représentants des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile de 35 pays ont signé le Mémorandum d'accord sur la cyberconfiance mondiale World e-Trust. En outre, l'UIT a créé une [base de données de la législation antis spam](#) à l'échelle de la planète; l'UIT a en outre organisé, en juillet 2004, une [réunion thématique SMSI sur la lutte contre le spam](#) et une autre [réunion sur la cybersécurité](#), tenue du 28 juin au 1er juillet 2005 à Genève, ainsi que de nombreux ateliers. Elle a par ailleurs lancé [des travaux, dans le secteur de la normalisation](#), sur la cybersécurité et les moyens techniques de lutte contre le spam.
- le [Conseil de l'Europe](#) fait campagne en faveur de la mise en oeuvre de la "Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel". Une directive spécifique sur la protection de la confidentialité des communications électroniques a été adoptée en 2003 dans le nouveau cadre réglementaire de la Commission européenne;
- la [Commission européenne](#) a créé un groupe de réflexion sur le spam chargé de rechercher des solutions avec les entreprises dans la lutte contre le spam;
- en **Suisse**, un [partenariat entre les pouvoirs publics et les entreprises privées a été établi dans le domaine de la sûreté de l'information](#).

6 Créer un environnement propice (C6)

47 Il ressort des contributions versées dans la base de données que les pouvoirs publics ainsi que d'autres organismes cherchent à créer un environnement propice à l'édification et à la viabilité à long terme d'une société de l'information inclusive et privilégiant le développement. Un grand nombre d'initiatives de politique générale reposent sur les principes d'un environnement favorable à la concurrence, de la transparence et de la conclusion de partenariats entre le secteur public et le secteur privé. La grande orientation C6 prend en compte les questions d'ordre économique, social et technique aux fins de l'appui à l'élaboration des politiques et des réformes de la législation à prévoir pour tirer le plus grand parti possible des avantages de la société de l'information. En voici quelques exemples.

6.1 Réformes politiques, réglementaires et juridiques

48 En **République tchèque**, l'[Association des opérateurs publics de télécommunications](#) a élaboré un projet sur le dégroupage de la boucle locale et a défini les principes et les règles que doivent suivre les opérateurs à cet égard. Il s'agit de définir des produits et services, ainsi que des solutions de réseau et des principes techniques relatifs à l'interconnexion des réseaux pour les opérateurs. Des principes sont également proposés en ce qui concerne la communication entre les opérateurs, les règles applicables aux processus et les conditions, le contenu, la forme et le mécanisme des accords. Le dégroupage de la boucle locale constitue une étape importante sur la voie de la libéralisation, en particulier pour l'accès large bande à l'Internet.

49 Au **Liban**, le [Ministère des télécommunications](#) a publié un document de politique générale sur les télécommunications qui vise à ouvrir le secteur des télécommunications, en régime de monopole public, à la concurrence et au secteur privé. Cette réforme a pour ambition de faire de l'infrastructure libanaise des télécommunications la plus compétitive de la région. La politique générale en la matière repose sur quatre grands principes: libéralisation du marché, mise en place d'un organisme de régulation efficace, optimisation de la valeur des actifs détenus par l'Etat et mise en oeuvre d'une procédure accélérée d'ouverture à la participation du secteur privé.

50 En **Nouvelle-Zélande**, l'[initiative "Connecting Communities"](#) (Connecter les communautés) est une stratégie ambitieuse qui doit permettre à des particuliers ainsi qu'à des communautés de tirer pleinement parti des possibilités qu'offre la société de l'information dans les domaines économique, social, éducatif, culturel et démocratique. Cette stratégie a été conçue en partant du principe que l'amélioration de l'accès communautaire aux TIC est une responsabilité qui doit être assumée conjointement par l'administration centrale et les collectivités locales, les institutions philanthropiques, le secteur associatif et le secteur privé ainsi que par les communautés elles-mêmes.

51 Aux **Etats-Unis d'Amérique**, la [Commission fédérale des communications \(FCC\)](#) met en oeuvre des programmes de formation et de vulgarisation sur les techniques et méthodes modernes de gestion du spectre. Le Bureau international de la FCC a organisé plus de 15 visioconférences avec des régulateurs du monde entier, en vue d'examiner des politiques générales de gestion du spectre souples et d'avant-garde pour tenir compte de la convergence et des techniques nouvelles ainsi que les recommandations formulées par le Groupe spécial de la FCC sur les politiques générales relatives au spectre.

52 L'[Union internationale des télécommunications](#) (UIT) organise chaque année un [Colloque mondial des régulateurs](#), dont la prochaine édition aura lieu à Hammamet (Tunisie), immédiatement avant la phase de Tunis du SMSI sur le thème "La réglementation dans l'univers du large bande: instruments clefs pour bâtir la société de l'information". Les autres activités de l'UIT en matière de réglementation sont, par exemple, les suivantes:

- [Le 6ème Forum sur la réglementation des télécommunications en Afrique](#) (FRTA-2005) sur le thème "Le large bande: enjeux pour les régulateurs africains", organisé à Maputo, Mozambique, les 27 et 28 avril 2005.
- [La ligne directe pour les régulateurs](#) (G-REX).
- [Le site web de l'UIT sur les ressources en matière de politique générale et de réglementation](#) (TREG).
- La publication annuelle de l'UIT "[Tendances des réformes dans les télécommunications](#)" (la dernière édition a pour thème "[L'octroi de licences à l'ère de la convergence](#)").
- Le projet de formation conjoint UIT/Communauté européenne sur la [Réforme de la réglementation des TIC pour l'Afrique de l'Ouest](#).
- Le "[Livre bleu](#)" copublié par l'UIT et par la CITEC - rapport sur les politiques de télécommunication dans la région Amériques.
- L'UIT organise en outre [chaque année des séminaires sur la gestion du spectre et sur les systèmes de radiocommunication](#).

6.2 Législation et gouvernance relatives à l'Internet

- 53 La gouvernance de l'Internet constitue l'un des trois axes de la phase de Tunis du Sommet.
- Conformément à la grande orientation C6, paragraphe b) du Plan d'action, un [Groupe de travail sur la gouvernance de l'Internet \(GTGI\)](#) a été créé en 2004 pour poursuivre le dialogue sur la gouvernance de l'Internet en vue de préparer le terrain pour une décision qui sera prise pendant la phase de Tunis du SMSI. Le groupe a mené ses travaux dans le cadre de plusieurs réunions et forums de consultation en ligne. Il a présenté son rapport final le 18 juillet 2005.
 - L'[Union internationale des télécommunications](#) (UIT) a organisé en février 2004 une [réunion thématique sur la gouvernance de l'Internet](#), en rapport avec le SMSI, et a conçu un [site web où l'on trouve des ressources](#) sur cette question. Par ailleurs, le **Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et de la communication** a publié un rapport ([Gouvernance de l'Internet – Une grande collaboration](#)) sur la question. L'UIT a aussi publié un "[Manuel sur les réseaux IP \(Internet Protocol\) et sur des sujets et questions connexes](#)".
 - La [Commission des communications du Kenya](#) a prescrit l'interconnexion entre les trois points d'échange Internet d'Afrique orientale (points IXP) et le Centre kényen d'information sur les réseaux, afin de maintenir le trafic régional à l'intérieur de la région. Le Kenya a facilité la création d'un groupe spécial, composé de représentants des trois régulateurs d'Afrique orientale, d'associations de fournisseurs de services Internet et d'opérateurs publics de télécommunication, pour concevoir un modèle d'interconnexion des points d'échange Internet. Le Centre kényen d'information sur les réseaux (KENIC) a été établi pour promouvoir, gérer et exploiter le nom de domaine de premier niveau de type code de pays ".ke" dans l'intérêt de la communauté Internet, tant au Kenya qu'à l'échelle mondiale.
 - Un "[Groupe spécial sur les noms de domaine arabes](#)" a été créé sous l'égide de la [Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale \(CESAO\)](#). L'un des principaux résultats à mettre à l'actif de ce groupe a été l'élaboration de normes relatives à un système de noms de domaine arabes, sous forme d'une demande de commentaires (RFC), qui a permis de résoudre bon nombre de problèmes d'ordre technique ou linguistique.

6.3 Esprit d'entreprise et petites et moyennes entreprises (PME)

54 Dans le Plan d'action, le SMSI recommande aux PME d'apporter leur concours et demande que des politiques soient formulées pour stimuler l'esprit d'entreprise. Voici quelques exemples d'activités menées à ce titre:

- Au **Pakistan**, le [Ministère des technologies de l'information](#) a mis en place un réseau d'informations industrielles sur le web (IIN) à l'intention des PME et des chefs d'entreprise. Ce projet ambitionne de devenir la principale source d'informations industrielles (guichet unique) et la plus complète, en même temps que le premier portail de commerce électronique du Pakistan. Le portail fournira des services d'information sur des questions très diverses: règles, règlements et politiques générales formulées par les pouvoirs publics, différents secteurs, forums de discussion, actualités, manifestations, technologies, financement (prêts, crédit-bail, source de financement de capital-risque), services de commerce électronique, création de sites web pour les PME, etc.
- Le [Centre du commerce international \(CNUCED/OMC\)](#) s'emploie à améliorer les débouchés commerciaux offerts aux femmes africaines chefs d'entreprise par le biais de l'utilisation des TIC. Ce projet vise à créer une équipe de conseillers commerciaux au niveau national, qui pourront offrir une assistance directe aux femmes chefs d'entreprise. L'équipe aura pour mission d'améliorer les compétences de gestion de ces femmes et de les aider à intégrer les TIC dans leurs activités commerciales. Ses membres ont reçu une formation leur permettant de recenser les insuffisances en matière de gestion et de cyberpréparation et d'élaborer des programmes de formation et de consultation efficaces. Ils procèdent à des contrôles des comptes de sociétés et conçoivent des cours portant spécifiquement sur le secteur à l'intention des femmes chefs d'entreprise.
- Le [séminaire sur le cadre réglementaire pour le développement de l'entreprise via Internet](#), qui s'est tenu à Genève le 9 février 2005, a débouché sur des recommandations concrètes concernant, entre autres les méthodes de collecte, de stockage et de diffusion de données commerciales fiables concernant les entreprises figurant dans les registres du commerce électronique.
- L'[ONU](#) encourage la mise en place de portails de commerce électronique, pour permettre aux petites et moyennes entreprises de faire des transactions sécurisées.

6.4 Politiques relatives aux consommateurs et mécanismes de règlement des différends

55 Dans le Plan d'action, le SMSI invite les pouvoirs publics à actualiser leur législation nationale sur la protection du consommateur (voir également le paragraphe 5.1 sur la législation antispam) et encourage les travaux sur le règlement efficace des différends. Voici quelques exemples d'activités menées à cet égard:

- En **Egypte**, l'[Autorité nationale de régulation des télécommunications](#) (NTRA), conformément à la loi sur les télécommunications adoptée en février 2003, a créé une Commission pour la protection des consommateurs, qui est chargée d'obtenir des renseignements sur la réglementation des services de télécommunication auprès d'associations de consommateurs et de recueillir les réactions des consommateurs au sujet de différents services. Le Décret rendu par la Commission en septembre 2004 prescrit la création d'une Commission pour le règlement des différends au sein de la NTRA, qui aura pour tâche de résoudre les problèmes entre opérateurs de télécommunication avant de renvoyer l'affaire en justice, conformément aux conditions de la licence.

- Le [Japon](#) a adopté en novembre 2004 une loi relative à la promotion de l'utilisation de modes substitutifs de règlement des différends (ADR, *alternative dispute resolution*), qui vise à renforcer et à promouvoir ces modes de règlement des différends pour garantir les droits des citoyens.
- L'UIT a, en collaboration avec la **Banque mondiale**, réalisé une étude conjointe sur le règlement des différends au plan national, l'accent étant mis sur la recherche du consensus et les nouvelles méthodes de règlement des différends. L'UIT et la Banque mondiale collaborent actuellement à un projet visant à mettre à disposition en ligne pour consultation une centrale multilingue des décisions prises dans le monde en matière de réglementation.

7 Les applications TIC et leur apport dans tous les domaines (C7)

56 Le Plan d'action du SMSI recense huit domaines dans lesquels le recours aux TIC peut accroître les avantages socio-économiques. Voici quelques exemples d'activités entreprises dans ces domaines:

7.1 Administration électronique

57 Un certain nombre d'initiatives ont été prises dans le domaine de l'administration électronique, à savoir:

- Au **Bangladesh**, la Division des finances, qui relève du [Ministère des finances](#), a mis au point un logiciel spécialement conçu pour la planification budgétaire, l'analyse de sensibilité, l'étude d'impact, les projections financières et l'élaboration de rapports, qui a permis d'élaborer le budget beaucoup plus rapidement et d'une manière beaucoup plus efficace qu'avec l'ancien système manuel.
- En janvier 2005, la Direction générale des impôts de la **Bulgarie** a mis en service un [portail](#), grâce auquel les particuliers et les entreprises peuvent utiliser de nombreux services d'administration en ligne tels que la recherche, le téléchargement et l'utilisation de tous les documents, formulaires et modèles nécessaires. Ce portail permet également aux particuliers de payer leurs impôts via l'Internet au moyen de cartes de paiement bancaires, de déposer les déclarations mensuelles de TVA ainsi que les états récapitulatifs et de payer la TVA sur l'Internet.
- Sous l'égide du Ministère des postes et des télécommunications, un [réseau spécialisé](#) a été mis en place en vue d'assurer des communications audiovisuelles permanentes en temps réel entre les principales instances gouvernementales de la **République du Congo**, c'est-à-dire le Président, le Gouvernement et le Parlement. Il est prévu de développer ce réseau et de mettre en oeuvre de nouvelles applications.
- Le Ministère du travail et des affaires sociales de la **République tchèque** a amélioré le système des allocations familiales, en mettant en oeuvre un [système d'information des affaires sociales sur les prestations familiales](#). Ce système diversifié est doté d'une infrastructure de communication en ligne comprenant près de 400 points de contact. Tous les agents s'occupant des prestations familiales ont reçu des cartes à puce qui leur offrent un moyen sécurisé de se connecter et d'authentifier et de transférer des données (signature électronique). Sur la page web du Ministère du travail et des affaires sociales, les clients peuvent avoir accès à des formulaires électroniques permettant de demander à bénéficier de prestations familiales. Le service du courrier électronique est pleinement opérationnel. Ce système est interconnecté avec d'autres systèmes d'information sur l'administration publique, de façon à permettre aux clients de vérifier automatiquement la validité des données dans leurs demandes. Un grand nombre de points de contact sont équipés de kiosques d'information modernes.

- En 2003, le **Gouvernement estonien** a lancé le [projet "cartes d'identité électroniques"](#). Ces cartes peuvent être utilisées à des fins d'authentification personnelle (par exemple pour avoir accès à des environnements de services électroniques) et pour attribuer des signatures numériques. Une adresse électronique unifiée est intégrée dans la carte, pour que l'automatisation des messages s'effectue au moyen de mécanismes sécurisés. En octobre 2004, plus de 630 000 cartes d'identité électroniques avaient été délivrées (l'Estonie compte 1,35 million d'habitants).
- En 2004, le [Ministère des finances](#) de **Guyana** a mis en oeuvre un programme visant à améliorer sa comptabilité financière, en regroupant ses systèmes financiers au sein d'un système intégré de gestion de la comptabilité ultramoderne et entièrement automatisé. En janvier 2004, le Ministère des finances a mis en service, grâce aux fonds fournis dans le cadre du GEM-P (Programme d'appui à la gestion du développement économique en Guyana) - ACIDI, un système intégré de comptabilité et de gestion financières (IFMAS) qui offre une solution commerciale fiable et immédiatement disponible. Le système IFMAS est utilisé sur une plate-forme de réseaux répartis comprenant un réseau étendu et de nombreux réseaux locaux. Plus de 100 ordinateurs, ainsi que des équipements d'appui, ont été installés dans tous les services comptables des Ministères et organismes concernés et un processus en temps réel en ligne a été mis en oeuvre avec des chèques gouvernementaux entièrement automatisés.
- L'objectif du projet d'installation du système de gestion des dossiers du **Gouvernement jamaïcain** mené dans le cadre de l'[Office central des technologies de l'information](#) (CITO) (normes logicielles et produits recommandés) est d'établir des lignes directrices à l'intention des organismes publics pour la gestion des dossiers électroniques au moyen d'un système de gestion électronique des dossiers. Certaines instances publiques ont déjà obtenu des logiciels de gestion des dossiers électroniques et beaucoup d'autres examinent activement ces systèmes. Le projet repose sur le principe qu'à l'ère de l'information, les pouvoirs publics doivent pouvoir compter sur une gestion efficace des dossiers électroniques. Alors que les pouvoirs publics continuent à prendre des initiatives dans le domaine de l'administration en ligne, de plus en plus de dossiers sont établis sous forme électronique, d'où la nécessité de prendre des mesures pour en garantir l'authenticité, la disponibilité et la fiabilité.
- Le **Gouvernement japonais** ([Ministère des affaires intérieures et des communications](#)) a mis en oeuvre un [Programme d'administration en ligne](#) prévoyant des initiatives concrètes qui visent à fournir des services publics aux usagers et à assurer des services administratifs simples et efficaces.
- Au **Népal**, le Centre national des technologies de l'information a créé des portails en ligne sur lesquels les administrés peuvent trouver les informations et les formulaires dont ils ont besoin. Dans un premier temps, 33 formulaires ont été postés sur des sites web pour faciliter l'accès des administrés, dans le pays ou depuis l'étranger, aux services publics. Ces formulaires (certificats de nationalité, permis de conduire, etc.) sont destinés à être remplis par les Népalais vivant à l'étranger.
- Le **Gouvernement du Nicaragua** a réalisé un [Projet d'administration électronique \(Gouvernement électronique\)](#) dont le but est d'améliorer l'accès à des services d'information en ligne sur l'administration.
- En **Espagne**, l'Administration fiscale centrale ([Agencia Estatal de la Administración Tributaria](#)) offre aux particuliers une assistance très diversifiée ainsi que des fonctions administratives.

- En 1999, le [Ministère des Finances](#) et la [Infocomm Development Authority](#) (IDA) ont lancé à **Singapour** le [portail eCitizen](#), premier point d'accès aux services publics sur le web, conçu pour répondre aux besoins des administrés et des abonnés. On compte aujourd'hui environ 1 600 services publics en ligne, soit presque 97% de la totalité de ces services. Sur certains d'entre eux, il est possible de remplir sa déclaration d'impôt sur le revenu ou d'obtenir des informations sur les compagnies aériennes et les vols.
- La [Development Gateway Foundation](#) a créé sur le web la [plate-forme de gestion de l'assistance](#), afin d'améliorer la transparence des procédures entre les gouvernements des pays en développement et les donateurs et de réduire les coûts des transactions (suivi, état et coordination de l'aide). Les premiers modules ont été mis en oeuvre en mai 2005 par le Gouvernement de l'**Ethiopie**, qui a aussi contribué à définir les principaux objectifs du système. D'autres modules devraient s'y ajouter prochainement. Ce système, fruit de la collaboration internationale, peut aujourd'hui être proposé à d'autres gouvernements et adaptés à leurs besoins.
- La **Communauté européenne**, en collaboration avec l'**UIT**, met en oeuvre un projet d'administration publique en ligne à l'échelle mondiale intitulé "[Améliorer les services publics grâce à l'utilisation d'infrastructures et d'applications Internet sécurisées et fiables](#)". Ce projet a pour but d'améliorer et de renforcer l'efficacité des services publics dans les pays en développement, par la fourniture de services et d'applications Internet à des habitants et à des fonctionnaires au **Cameroun**, en **République kirghize** et au **Rwanda**.

7.2 Commerce électronique

58 Dans le cadre de programmes de promotion des échanges commerciaux, la **Suisse** aide de petites et moyennes entreprises de pays émergents et de pays dont l'économie est en transition à améliorer leur accès au marché suisse ainsi qu'au marché de l'Union européenne, ce qui permet aux importateurs suisses d'avoir accès à de nouveaux produits et de trouver des marchés. Dans le secteur des TIC, le Programme suisse de promotion des implantations (SIPPO) organise des missions de vente, s'occupe de la mise sur pied de stands dans des foires commerciales et propose une [B2B Plate-forme en ligne B2B \(Trado\)](#) (cybercommerce industriel et de gros) (Trado), afin de donner à des entreprises spécialisées dans les technologies de l'information de pays en développement ainsi qu'à des importateurs suisses la possibilité d'entrer en contact et de dialoguer en temps réel pour mener des activités commerciales et créer des opportunités mutuelles.

59 Parmi les autres initiatives prises dans le domaine du commerce électronique, il convient de citer les suivantes:

- Les [forums régionaux sur le commerce électronique](#) des **TIC** (CNUCED/OMC) visent à tirer parti des nouvelles possibilités qu'offre le commerce électronique et à appliquer des techniques nouvelles pour promouvoir les échanges commerciaux. Les forums sur le commerce électronique ont pour objet d'amorcer un dialogue entre les exportateurs et les responsables de l'élaboration de stratégies chargés d'encourager le commerce électronique au niveau international. Ces forums font appel à la formation, à l'échange de compétences, à un dialogue interactif au travail en réseau et au rapprochement commercial.
- En Tunisie, le [WebManagerCentre](#) est un portail d'information dans différents domaines liés à l'économie, au monde de la finance et à la gestion, qui vise à répondre aux besoins du secteur, des PME et du grand public. Ce portail, qui fait bénéficier des TIC aussi bien les professionnels que les particuliers, a pour but de permettre une amélioration de l'efficacité de la communication entre toutes les parties prenantes et de fournir des outils pour avoir accès à des solutions commerciales efficaces.

- La [CNUCED](#) aide les pays à formuler leur propre politique en matière de commerce électronique en mettant en oeuvre des programmes d'assistance technique, en encourageant les débats, au niveau international et en procédant à des travaux d'analyse. Le programme de commerce électronique de la CNUCED traite de questions très diverses: cybercriminalité, logiciels libres et logiciels à code source ouvert, cybertourisme, externalisation des processus d'ingénierie opérationnelle, finance en ligne et cyberservices ainsi que système automatisé de traitement des données de douanes.

7.3 Téléenseignement

60 Plusieurs initiatives ont été prises dans le domaine du téléenseignement, à savoir:

- L'Office **bolivien** de coopération technique (OTC), conjointement avec l'Agence espagnole pour la coopération internationale (AECI), collaborent afin d'[intégrer les TIC en tant qu'instruments au service de l'enseignement](#) d'intégrer les TIC en tant qu'instruments au service de l'enseignement, conformément au Plan stratégique pour la période 2004-2007.
- En **Indonésie**, le [Ministère des communications et de l'information](#) met en oeuvre le programme OSOL (un laboratoire pour une école), qui s'inscrit dans le cadre des mesures prises pour accroître la pénétration de l'informatique dans les établissements scolaires, en particulier à l'intention des élèves des écoles K-12. A l'heure actuelle, il existe une fracture numérique très importante en Indonésie, notamment entre zones urbaines et zones rurales. La possibilité, pour les étudiants, d'utiliser les TIC est considérée comme un élément essentiel du succès de la mise en place de la société de l'information en Indonésie. Cette initiative est mise en oeuvre en partenariat avec différents organismes.
- En **Corée**, l'Agence pour le développement des opportunités numériques ([KADO](#)) a dispensé des cours en ligne gratuits pour améliorer les moyens d'information du public et à réduire la fracture numérique entre les différents groupes sociaux. Elle a organisé 46 cours en ligne à l'intention de plus de 137 000 personnes depuis 2001, dans des domaines aussi divers que les connaissances de base en matière de TIC et des cours plus avancés sur les langages informatiques. L'Agence KADO envisage de créer un annuaire intelligent ainsi qu'un système de cyberapprentissage continu, afin d'offrir toute une gamme de services en 2005.
- [@Campus](#) est un programme d'apprentissage électronique destiné aux fonctionnaires mexicains qui s'inscrit dans le cadre de la réforme de la fonction publique engagée au **Mexique**. Ce projet offre aux fonctionnaires un portail d'enseignement sur Internet proposant des cours et des renseignements sur la reconnaissance professionnelle. Grâce à l'aide financière fournie par l'Institut pour la connectivité dans les Amériques ([ICA](#)) et au savoir-faire de l'[Ecole de la fonction publique](#) du **Canada**, le Mexique a mis en oeuvre une phase pilote au cours de laquelle 800 fonctionnaires ont bénéficié d'une formation. L'objectif est de permettre à 47 700 fonctionnaires d'avoir accès au portail d'apprentissage électronique et de faire de ce projet un modèle pour des initiatives semblables dans la région. Le SFP (Secrétariat de la fonction publique) est le partenaire mexicain de l'ICA pour la réalisation du projet @Campus Mexico.
- Le projet [Te Kete Ipurangi](#) (Centre d'apprentissage en ligne), lancé à l'initiative du Ministère de l'éducation de la **Nouvelle-Zélande**, est un portail d'enseignement bilingue qui vise à offrir aux établissements scolaires néo-zélandais une plate-forme électronique d'un bon rapport coût/efficacité permettant d'échanger des programmes et des textes administratifs, d'améliorer l'enseignement et l'apprentissage, d'améliorer les résultats des étudiants et de perfectionner les compétences des enseignants et du personnel de gestion des établissements scolaires.

- En **Turquie**, l'utilisation des techniques DSL est en train de se généraliser pour la fourniture de services liés à l'enseignement. Le Ministère de l'éducation et Turk Telekom ont décidé de doter les [établissements primaires et secondaires de connexions DSL](#).
- Dans le cadre de son projet de téléenseignement, le [Ministère de l'éducation et des sports](#) (MES) de l'**Ouganda** envisage d'encourager l'accès à l'enseignement dans tous les établissements scolaires et, pour les adultes, l'accès à la formation continue dans l'ensemble du pays. Le Ministère entend aussi promouvoir l'utilisation de l'Internet pour atteindre le but de l'éducation pour tous.
- Un projet pilote d'apprentissage électronique en trois phases est actuellement réalisé dans le cadre de l'[Initiative prise par les Etats-Unis pour un partenariat avec le Moyen-Orient](#) en vue de mettre en place un réseau d'apprentissage fondé sur la collaboration dans 24 écoles secondaires du **Yémen**. La Phase I, qui sera essentiellement consacrée aux questions de base sur la connectivité consistera à réaménager ou à doter les salles de classe d'équipements Internet, et à initier à l'informatique et à l'Internet les enseignants ainsi que les élèves. Au cours de la Phase II, les enseignants d'établissements scolaires pilotes recevront une formation interactive qui leur permettra d'avoir accès à des ressources d'apprentissage en ligne dans la région ainsi qu'aux Etats-Unis. A cette occasion, les enseignants recevront du matériel didactique en arabe, élaboreront des programmes intégrant l'Internet et des matériels multimédias et les programmes seront adaptés pour tenir compte des questions de parité hommes/femmes et garantir la participation des jeunes filles. La Phase III consistera à mettre en oeuvre des projets de collaboration à distance à l'intention d'étudiants yéménites, qui pourront ainsi travailler ensemble ou avec des étudiants américains.
- Les TIC servent également à veiller à ce que des données correctes soient recueillies lors de l'enregistrement des étudiants dans les établissements scolaires (comme au [Cameroun](#) et en [Ethiopie](#)).
- La Hewlett Foundation utilise le portail web interactif de la [Development Gateway Foundation](#) pour financer un nouveau site web consacré aux [ressources éducatives librement accessibles](#), afin de favoriser, dans les pays en développement, l'égalité d'accès des apprenants et des spécialistes aux matériels didactiques de grande qualité, gratuitement ou presque. Dans le cadre de ce projet, l'essentiel sera de faciliter l'accès à ces ressources ou leur création, mais aussi d'encourager la constitution de communautés d'enseignants et d'élèves en ligne et de favoriser les contacts et l'esprit de collaboration entre professionnels.
- L'**UIT** a créé un **Centre de cyberapprentissage** afin de renforcer les capacités humaines dans les domaines des télécommunications et du développement des ressources humaines. Depuis 2003, plus d'une centaine de cours en ligne sont proposés chaque année dans différents domaines: politiques et télécommunications, sensibilisation technologique, questions de réglementation, gestion stratégique, cyberservices, gestion du spectre et ingénierie des réseaux. Chaque année, plus de 1 000 personnes reçoivent une formation dans le cadre de ce Centre.

7.4 Télésanté

61 Diverses initiatives ont été prises dans le domaine de la télésanté, à savoir:

- En **Albanie**, le système de gestion des soins de santé (Patient Care Management System - [APCMS](#)) utilise un système d'information sanitaire (HIS) pour enregistrer les données relatives à chaque patient. Ce système est actuellement utilisé pour améliorer la prise de décisions au niveau des installations ainsi qu'au niveau du Ministère de la santé.

- L'Agence **canadienne** de développement international ([ACDI](#)) a lancé le projet relatif à l'enseignement de la pratique des soins infirmiers, qui vise à mettre à la disposition des membres de la profession infirmière les outils nécessaires pour garantir l'aptitude à l'emploi au travail et la compétitivité sur le plan professionnel dans un environnement mondial. Les connaissances et les compétences techniques dans le domaine des TIC sont considérées comme un outil important.
- Au **Guyana**, le [Ministère de la santé](#) a mis au point un logiciel (PMIS - Patient Management Information System - Système informatisé d'aide à la gestion pour les patients) qui sera utilisé par les différents dispensaires et hôpitaux du pays pour la saisie de données épidémiologiques et la gestion des dossiers médicaux des patients. Les dispensaires des dix régions administratives du Guyana introduiront des données au moyen de ce logiciel, qui seront ensuite envoyées au service de traitement du Ministère de la santé. Ces données permettront d'effectuer les analyses dont les services concernés ont besoin pour traiter des comptes rendus critiques et pour améliorer l'action sanitaire dans les régions qui ont besoin de ces services.
- En **Lituanie**, le projet EHSI ([Electronic Health Services Infostructure](#) - Structure d'information électronique sur les services de santé) a pour but de mettre en oeuvre au niveau national un système intégré de dossiers de santé et de soins de santé informatisés conforme aux normes internationales, qui facilitera l'introduction, l'utilisation, la communication et la gestion des informations par les établissements de soins de santé (HCI) sur le traitement des patients et les résultats d'analyses provenant des divers établissements de soins de santé. A long terme, le projet permettra de veiller à ce que des données sur les soins de santé soient recueillies tout au long de la vie des patients et à ce que toutes les parties concernées par le traitement des patients aient accès à ces données.
- Au **Pakistan**, le [Ministère des technologies de l'information](#) envisage de créer un Centre de ressources d'information sanitaire qui fournira un référentiel d'informations sanitaires fiables, actualisées et accessibles dans tout le pays et à l'étranger à tous les professionnels de la santé, aux chercheurs, aux décideurs et aux planificateurs par l'intermédiaire d'un portail unique. On y trouvera un annuaire des travaux de recherche, des études sur la santé, des bases de données sur les hôpitaux et médecins du Pakistan et le texte intégral de 29 revues, enquêtes et rapports établis au Pakistan, etc. Il s'agit aussi d'encourager l'acquisition de connaissances dans le domaine des technologies de l'information parmi les professionnels de la santé, dans le cadre d'une formation sur des logiciels informatiques spécialement conçus pour la compilation de données et leur conversion électronique.
- En 2004, le [Ministère des communications et de l'information](#) de la **Roumanie** a créé un portail sur la santé où l'on trouve des renseignements sur les services offerts par le secteur de la santé et qui est accessible aussi bien aux patients qu'au personnel médical. Le portail assure la présence en ligne d'établissements médicaux et facilite la communication entre le personnel médical en Roumanie et à l'étranger. En fournissant des renseignements de base sur les maladies, les traitements, les médicaments, etc., le projet a pour but de souligner l'importance de la médecine préventive et contribuera à réduire les dépenses administratives et sociales liées aux diagnostics et aux traitements. Ce projet permet aussi aux patients de prendre des rendez-vous en ligne.
- Le Département **suisse** de l'Action sociale et de la santé (DASS) met en oeuvre "[E-Toile](#)", un réseau électronique sécurisé et distribué mettant en relation les données médicales décentralisées et de santé des patients. Une requête autorisée permet d'accéder aux informations souhaitées, tout en laissant une trace des accès effectués. Le système offre également des services à valeur ajoutée, tels que la prescription et l'alarme médicamenteuse.

- En **Thaïlande**, le [Département de l'ICTC](#) met actuellement en place un système de surveillance aux fins de la prévention et du contrôle des maladies à l'Aéroport international de Suwannaphum. Ce projet vise à renforcer le système de surveillance du Service de santé portuaire de l'aéroport. Il assurera une connexion de réseau informatique entre les services de santé portuaires de tout le pays, ce qui constituera un exemple unique d'infrastructure TIC et de connectivité utilisée pour la santé et la sécurité publiques.
- En **Tunisie**, un portail de santé régional ([Maghrebmed](#)) a été créé dans le cadre d'un partenariat entre le secteur public et le secteur privé. Le site web à plusieurs niveaux s'adresse à un large public comprenant aussi bien des professionnels de la santé et des patients que des personnes s'intéressant aux questions relatives à la santé en général. Ce portail donne accès à une multitude de ressources numériques et vise à encourager l'échange et la diffusion d'informations et de connaissances grâce à l'établissement de communautés virtuelles.
- En **Turquie**, un projet d'un montant de 50 millions USD a été mis en place avec l'assistance de la **Banque mondiale**, en vue d'améliorer les services de soins de santé grâce à la création d'une plate-forme nationale parfaitement sécurisée d'information sanitaire qui permet aux prestataires de soins de santé, aux professionnels de la santé et aux particuliers d'avoir facilement un accès fiable à des informations et à des services dans le domaine de la santé en utilisant les TIC les plus évoluées. L'UIT fournit une assistance technique pour évaluer les besoins, conseiller des stratégies et coordonner la mise en oeuvre.
- La [Fondation pour la médecine et la recherche en Afrique \(AMREF\)](#) a opté pour l'utilisation des TIC en télémédecine, afin d'améliorer la qualité et l'accès et d'abaisser les coûts de son programme de services cliniques qui couvre actuellement 75 hôpitaux publics ou missionnaires. Le projet pilote régional de télémédecine doit au départ être mis en oeuvre dans quatre hôpitaux du Kenya et de la Tanzanie, l'objectif étant de l'étendre à tous les hôpitaux de la région.
- [Child Helpline International](#) exploite [79 permanences téléphoniques](#) d'assistance aux enfants dans 69 pays et cherche à ouvrir de nouveaux services dans 14 autres pays. Ces enfants en voie de marginalisation peuvent avoir accès à ces réseaux via la messagerie texte, le courrier électronique, des "chat rooms" confidentiels ou non, afin de faire entendre leurs voix. Il est prévu d'élargir d'ici peu la portée de ces permanences aux districts, afin qu'un plus grand nombre d'enfants ayant besoin de soins et de protection puissent avoir accès aux services proposés.
- L'"[Académie de la santé](#)", lancée par l'OMS en collaboration avec **Cisco Systems**, est une démarche innovante qui emploie les technologies de l'information pour améliorer la santé. Le public disposera ainsi d'informations et de connaissances sanitaires indispensables pour prévenir les maladies et mener une existence plus saine. L'Académie de la santé a pour mission de démystifier les pratiques médicales et de santé publique et de permettre à tous les habitants de la planète de disposer du savoir des spécialistes de la santé grâce aux technologies de l'Internet. En expliquant les fonctions essentielles de la santé publique dans un langage accessible à tous les utilisateurs, tout en tenant compte des différentes sensibilités culturelles, l'Académie de la santé contribuera aussi à protéger la santé.
- L'UIT contribue à l'élaboration de solutions et de techniques novatrices pour assurer des services de santé dans les régions mal desservies et développer des partenariats institutionnels. C'est ainsi que dans ce domaine, elle travaille à la mise en oeuvre de projets de télémédecine dans plusieurs pays: **Bhoutan, Géorgie, Malte, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Sénégal, Ouganda et Ukraine.**

- En [Norvège](#), les recherches menées par le Centre [Steinar Pedersen](#) font apparaître que plusieurs services de [télémédecine](#) sont déjà à la disposition des utilisateurs, pour les diagnostics (ORL, surveillance de la maternité, médecine interne, dermatologie, pathologie, radiologie, psychiatrie et ophtalmologie) comme pour les actes administratifs (demandes, rapports, résultats de laboratoire ...) par courrier électronique et sur le web. En tant qu'établissement qui collabore avec l'OMS pour la télémédecine, le Centre [Steinar Pedersen](#) s'efforce de faire bénéficier d'autres pays de ses connaissances.
- Le projet "[Telemedicine Alliance](#)" fait partie du 6ème programme-cadre de la Commission européenne. Le consortium, composé de l'UIT, de l'OMS et de l'Agence spatiale européenne, a pour objectif de faciliter la mise en oeuvre coordonnée de services de cybersanté en Europe, en privilégiant l'interopérabilité des réseaux de cybersanté et la mobilité des habitants.

7.5 Cybertravail

62 Plusieurs initiatives ont été prises dans le domaine du cybertravail, à savoir:

- Au **Bangladesh**, le Bureau de la main-d'oeuvre, de l'emploi et de la formation ([BMET](#)), conjointement avec le Ministère de la protection sociale des expatriés, a automatisé l'essentiel de la procédure d'enregistrement des Bangladeshis désireux de trouver du travail à l'étranger. Il a ouvert un site web interactif contenant des informations très diverses et offrant différents services aux employeurs et aux personnes à la recherche d'un emploi. Le BMET a créé une banque de données sur les personnes à la recherche d'un emploi à l'étranger, qui se trouve sur le web et offre aux employeurs étrangers la possibilité de rechercher sur l'Internet des personnes du Bangladesh désireuses de trouver un emploi à l'étranger.
- Au **Pakistan**, la [Division des technologies de l'information du Ministère des technologies de l'information](#) a lancé un projet visant à mettre en place une infrastructure de base au sein de la Commission fédérale des services publics ([FPSC](#)), en automatisant les sept principaux systèmes de la FPSC et en proposant un système de recrutement en ligne. Ces moyens serviront de base à la fourniture de cyberservices publics dans le domaine de l'emploi.
- En **Thaïlande**, le Ministère de l'emploi a institué un [Système pour l'emploi à l'étranger](#), dont les objectifs sont les suivants: gérer les besoins des Thaïlandais souhaitant travailler à l'étranger; centraliser les informations sur l'emploi à l'étranger, protéger les droits et les avantages des Thaïlandais travaillant à l'étranger, promouvoir et développer les possibilités d'emploi à l'étranger pour les Thaïlandais et permettre aux employeurs étrangers de recruter des Thaïlandais expérimentés.
- L'**UIT**, en collaboration avec l'**ASAFE** (*Association pour le soutien et l'appui à la femme entrepreneur*) et avec d'autres partenaires, a entrepris un [projet de cybertravail](#) (cybercompétences) pour les femmes et les jeunes au Cameroun, projet qui pourrait s'étendre au **Tchad**, à la **République démocratique du Congo**, à la **Guinée**, au **Rwanda** et à la **Tunisie**. L'objectif est de donner aux femmes les connaissances et compétences nécessaires pour faciliter la transition vers les cybercompétences et les cybercapacités dans la région.

7.6 Cyberécologie

63 Diverses initiatives ont été prises dans le domaine de la cyberécologie:

- En **Suisse**, la [Banque de données nationale sur le trafic des animaux](#) (BDTA) enregistre les naissances, les transferts (par exemple les ventes d'animaux) et les abattages d'animaux, de façon à assurer la traçabilité du bétail en toute transparence. Il s'agit d'un dispositif extrêmement important en cas d'épidémie ou de besoin urgent d'identifier les animaux susceptibles d'être infectés.
- L'Agence des **Etats-Unis** pour le développement international réalise le projet de gestion renforcée des ressources naturelles de Guinée ([GENRMP](#)) et utilise le logiciel GIS (système d'information géographique) pour élaborer un plan de gestion des forêts associant les autorités nationales et les populations locales.
- Le projet GMES ([Surveillance mondiale de l'environnement et sécurité](#)) est une initiative conjointe de la [Commission européenne](#) et de l'**Agence spatiale européenne (ESA)**, qui vise à améliorer la capacité européenne en matière de fourniture et d'utilisation d'informations opérationnelles pour la surveillance mondiale de l'environnement et la sécurité d'ici à 2008. Cette capacité comprend trois modules: élaboration et diffusion d'informations, mécanismes nécessaires pour assurer un dialogue permanent entre toutes les parties prenantes et organisations juridiques et financières et cadre institutionnel propres à garantir le fonctionnement efficace du système et son développement.
- Dans le cadre de la [Global e-Sustainability Initiative \(GeSI\)](#), l'**UIT**, en collaboration avec des partenaires du secteur privé, s'efforce de remédier aux incidences des télécommunications et des TIC sur le changement climatique.
- L'**Organisation météorologique mondiale (OMM)** encourage la mise à disposition et l'échange rapide d'informations sur le temps, l'eau et le climat entre centres scientifiques et centres de recherche. Dans le domaine de la cyberécologie, l'OMM encourage la fourniture dans les délais de données météorologiques, hydrologiques et climatiques, y compris d'alertes, pour atténuer les effets des catastrophes naturelles, des phénomènes météorologiques dangereux et des accidents écologiques.

7.7 Cyberagriculture

64 Sous l'égide du [Ministère de l'agriculture](#) du **Bangladesh**, le Département du marketing agricole (DAM) a ouvert un site web sur lequel on trouve des informations sur les cours journaliers de produits agricoles essentiels sur différents marchés. Ce site aide les agriculteurs et les entrepreneurs locaux à prendre des décisions plus éclairées concernant les marchés sur lesquels ils doivent vendre. Une initiative analogue a été prise à **Trinité-et-Tobago**, avec la création d'un [système informatisé d'aide à la gestion](#), pour garantir que les décideurs et entrepreneurs puissent prendre leurs décisions en connaissance de cause.

65 L'Agence des **Etats-Unis** pour le développement international gère le Programme [STCP](#) (Sustainable Tree Crops Programme - Programme pour le développement durable des cultures pérennes), qui utilise un portail comprenant un site web et un Intranet pour coordonner les activités sur le terrain des partenaires intervenant dans la production du café, du cacao et d'autres cultures arbustives.

66 La [FAO](#) a pris un certain nombre d'initiatives dans ce domaine:

- L'initiative [IMARK](#) (Kit de ressources pour la gestion de l'information), qui est fondée sur le principe de l'apprentissage à distance et du partenariat, vise à dispenser une formation à des particuliers en vue de promouvoir une gestion efficace de l'information agricole grâce à l'apprentissage électronique. Le matériel pédagogique d'IMARK comprend une série de modules sur CD-ROM ainsi qu'une communauté en ligne sur Internet, qui offre un forum virtuel de discussion aux intervenants et aux utilisateurs et leur permet d'échanger des points de vue, de partager des informations et de s'entraider. L'accès à IMARK est gratuit et les contenus sont disponibles dans cinq langues.
- L'initiative [AGORA](#) (Système de recherche mondiale en ligne sur l'agriculture) permet aux institutions publiques des pays en développement de consulter gratuitement ou à prix réduit plus de 400 revues scientifiques consacrées à l'agriculture et aux sciences qui s'y rapportent. Son objectif est d'améliorer la qualité et l'efficacité de la recherche, de l'éducation et de la formation dans le domaine de l'agriculture dans les pays à faible revenu et, par là même, d'améliorer la sécurité alimentaire. Grâce à cette initiative, les chercheurs, les décideurs, les enseignants, les étudiants, les techniciens et les spécialistes de la vulgarisation pourront accéder sur l'Internet à des données utiles, de haute qualité et d'actualité sur l'agriculture.
- Le Réseau d'information des agriculteurs pour le développement agricole et rural ([FarmNet](#)) est un modèle conceptuel qui vise à utiliser les TIC pour le développement agricole et rural. Il s'agit de créer un réseau de ruraux, appuyé par des organisations intermédiaires (services de vulgarisation) qui utilisent les TIC et des médias traditionnels pour faciliter la recherche et l'échange de connaissances et d'informations. Des projets FarmNet sont en cours de réalisation en Bolivie et en Namibie et il est prévu d'en exécuter d'autres en Afrique orientale ainsi qu'en Amérique latine.

7.8 Cyberscience

67 Diverses initiatives ont été prises dans le domaine de la cyberscience, à savoir:

- En **Espagne**, le Ministère de l'économie et de l'hygiène a ouvert [la Bibliothèque virtuelle centrale](#) pour permettre la consultation de bases de données contenant la collection intégrale de la bibliothèque, y compris des ouvrages, des documents et des travaux de recherche historique numérisés. Cette bibliothèque permettra également d'effectuer des recherches dans la collection papier.
- En **Thaïlande**, le projet [Services de traduction automatique sur le web](#) vise à mettre au point un service de traduction informatisé sur l'Internet de l'anglais vers le thaïlandais et inversement. Depuis 1996, le Centre NECTEC (National Electronics and Computer Technology Centre) met au point un système de traduction conjointement avec le Centre de coopération internationale pour l'informatisation (CICC). Ce projet est conçu comme un modèle de laboratoire et donne des renseignements sur les études relatives aux systèmes de traduction automatique.
- [Bioline International](#) (BI) est un service de publication électronique qui met à disposition en libre accès des travaux de recherche scientifique et des ouvrages élaborés dans les pays en développement. Il a essentiellement pour objectif d'améliorer l'accessibilité, la visibilité et l'impact des travaux de recherche édités dans les pays en développement. Sur la base des revues scientifiques examinées par des professionnels extérieurs provenant de plusieurs pays en développement, Bioline offre un service gratuit unique en son genre en rendant accessible aux chercheurs du monde entier les informations sur les sciences biotechniques publiées dans ces pays.

- Le Comité technique du [Comité international pour les accélérateurs du futur: Comité permanent sur la connectivité interrégionale](#) (ICFA) contrôle les réseaux mondiaux de recherche et d'enseignement, assure le suivi de leurs besoins et s'occupe plus particulièrement des questions relatives à la fracture numérique. Il a principalement pour mission d'encourager la collaboration scientifique au niveau mondial, en permettant à des scientifiques du monde entier de participer à des découvertes scientifiques dans des domaines de pointe.
- L'ISECO ([Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture](#)) a créé un Forum présidentiel de haut niveau sur la science (en coopération avec l'UNESCO).
- Le projet [P2Pscience](#) vise à mettre en place un réseau d'entités homologues (P2P) permettant l'échange gratuit d'informations scientifiques. Il vise à promouvoir l'utilisation de la technologie de communication entre homologues (P2P) pour l'échange de connaissances scientifiques, de projets et de réimpressions rédigés par les auteurs scientifiques qui ont renoncé à leurs droits d'auteur.

8 Diversité et identité culturelles, diversité linguistique et contenus locaux (C8)

68 Dans le Plan d'action, le SMSI reconnaît que la diversité culturelle et linguistique, qui entraîne le respect de l'identité culturelle, des traditions et des religions, est essentielle au développement d'une société de l'information fondée sur le dialogue entre les cultures et sur la coopération régionale et internationale. Voici quelques initiatives intégrées dans la base de données de l'inventaire:

8.1 Approches nationales

69 Au **Bangladesh**, [le Musée national, sous l'égide du Ministère des affaires culturelles](#), a créé une passerelle en ligne avec les traditions et cultures du pays. Il s'agit d'un site web qui renseigne sur le patrimoine culturel et historique du Bangladesh et permet d'accéder facilement à des informations sur l'histoire et les traditions du pays.

70 En **Bulgarie**, le [Ministère de la culture](#) décerne chaque année le [prix national "Hristo G. Danov"](#) à ceux qui ont contribué à la culture bulgare dans le cadre de la "Publication électronique et des nouvelles technologies". Le Ministère entend ainsi encourager les synergies entre les technologies de l'information et le contenu culturel, au profit de ces deux domaines.

71 En **Egypte**, le [Centre de documentation du patrimoine culturel et naturel](#) (CULTNAT) réalise actuellement différents sous-projets visant à préserver le patrimoine culturel et naturel du pays. Le Centre ambitionne de devenir un réseau informatique véritablement mondial dans le domaine de la numérisation du patrimoine. Ses objectifs sont les suivants: rassembler des documents sur le patrimoine culturel égyptien, sensibiliser davantage le public au patrimoine culturel et naturel au moyen de tous les supports disponibles, renforcer la capacité des professionnels dans le domaine de la préservation du patrimoine culturel et naturel et du rassemblement de données sur ce sujet, mise en oeuvre d'un programme de documentation en collaboration avec les organisations nationales ou internationales spécialisées au moyen des techniques informatiques les plus récentes et établissement de contacts entre l'Egypte et d'autres pays.

72 A l'initiative du Ministère **français** des affaires étrangères, l'[Organisation des Etats des Caraïbes orientales](#) (OECS) a créé un [portail](#) des organisations culturelles de six pays de la Caraïbe. Ce portail vise à renforcer l'intégration régionale, en développant les contacts entre les 80 principales organisations culturelles de la région. Grâce à l'Internet, le projet contribue à mieux affirmer l'unité culturelle caraïbe, tout en préservant la diversité de chaque île et la liberté

d'expression de chacun. Le projet comporte différents volets - création de sites web, formation et équipement (5 cybercafés ont été créés) - qui permettent aux acteurs culturels de gérer eux-mêmes leur présence sur le Net et d'accroître ainsi les capacités locales dans le domaine des nouvelles TIC. Ce projet est financé par le Gouvernement français et mis en oeuvre par le [Secrétariat de l'OECS](#).

73 Le [Forum national numérique](#) a pris l'initiative de créer un site web "[Matapihi](#)" contenant des collections en ligne de plusieurs organisations culturelles **néo-zélandaises**. Ce site permet au public de faire des recherches dans les collections numériques de diverses organisations néo-zélandaises à partir d'un seul et même site web. Au moment de son lancement, le service comprenait près de 50 000 documents, chiffre qui augmentera en fonction des contributions apportées par de nouvelles organisations partenaires. La géographie, l'histoire, l'environnement naturel, les populations et les événements sont présentés sous la forme de photographies, de dessins, de peintures, de sculptures, d'objets d'un musée virtuel en 3 dimensions et de fichiers sonores ou de texte.

8.2 Coopération internationale et régionale

74 La [Commission européenne \(DG société de l'information\)](#) réalise divers programmes dans ce domaine, notamment:

- Le [Programme eContent](#) (e-contenu) fait partie d'une série de mesures prises par l'**Union européenne** pour faire de l'eEurope une réalité. Ce programme favorise la mise au point d'un contenu numérique européen sur les réseaux mondiaux. Au cours de la période initiale de quatre ans (2001-2005), le programme eContent a été doté d'un budget de 100 millions d'euros pour améliorer l'accès transfrontière à l'information du secteur public et en généraliser l'exploitation, tout en développant la production de contenus dans un environnement multilingue et pluriculturel. Une proposition de nouveau programme "eContentplus" pour la période 2005-2008 est à l'étude.
- L'accès au patrimoine culturel est un objectif stratégique de la [priorité thématique](#) des technologies pour la société de l'information ([IST](#)) du 6ème Programme-cadre de recherche-développement mis en oeuvre par l'**Union européenne**. Il s'agit de concevoir des systèmes et services perfectionnés permettant d'améliorer l'accès aux ressources européennes en matière de connaissances et d'éducation (y compris aux collections scientifiques et culturelles) et de concevoir de nouvelles formes d'expérience culturelle et d'apprentissage. Huit projets ont été retenus en vue de bénéficier d'un financement au titre de l'initiative "Patrimoine culturel", à la suite d'un appel à soumettre des propositions lancé en 2003, le budget total s'élevant à 36,3 millions d'euros. Un nouvel appel à soumettre des propositions sera publié en 2005.

75 Le [Comité directeur de la culture](#) (CDCULT) du **Conseil de l'Europe** met également en oeuvre différents programmes dans ce domaine, à savoir:

- Dans le cadre d'une "[Convention-cadre relative aux valeurs du patrimoine culturel pour la société](#)", le Comité directeur du patrimoine culturel (CDPAT) entend mettre à la disposition des pays une structure de coopération et un système de surveillance qui leur permettra d'adapter leurs politiques au contexte d'une économie en réseau fondée sur la connaissance. Afin de compléter, à l'échelle régionale, les travaux menés par l'UNESCO dans le domaine de la protection de la "diversité des contenus culturels et des expressions artistiques", le Conseil de l'Europe définit des principes et des critères régissant l'utilisation durable des ressources du patrimoine culturel, en vue d'établir un mécanisme de développement présentant de l'intérêt pour la société dans son ensemble.

- Le [Réseau européen du patrimoine](#) réseau européen du patrimoine est un service d'information européen qui vise à faciliter la réalisation de différents objectifs du SMSI, à savoir: connecter les services de l'administration centrale et les organismes s'occupant du patrimoine (31 pays participants en 2004), promouvoir l'accès aux informations officielles publiques et aux connaissances scientifiques, créer des instruments de travail en ligne à l'intention des responsables de la protection du patrimoine, encourager les contenus culturels européens et respecter la diversité linguistique, développer la recherche-développement dans le domaine culturel et concevoir un logiciel gratuit et à source ouverte, favoriser l'autoapprentissage et la formation continue.

76 L'[UNESCO](#), l'organisation internationale prééminente dans ce domaine, met en oeuvre les programmes suivants:

- [Recommandation sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberspace](#): cette recommandation, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO lors de sa 32ème session (30 septembre - 17 octobre 2003), propose des mesures visant à stimuler l'accès universel aux ressources et aux services numériques et à faciliter la préservation de leur diversité culturelle et linguistique.
- La [Charte sur la conservation du patrimoine numérique](#), adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 2003, constitue un cadre politique qui permet de répondre aux problèmes liés au fait que de plus en plus, les ressources culturelles et éducatives du monde entier sont produites, distribuées et consultées sous forme numérique et non plus sur support papier. Le patrimoine sur support numérique original, qu'il s'agisse d'un journal en ligne, d'une page web ou d'une base de données en ligne, fait désormais partie intégrante du patrimoine culturel de l'humanité. Néanmoins, l'information numérique risque d'être, d'un point de vue technique, obsolète ou de se dégrader.
- Des milliers de bibliothèques, d'écoles et d'universités d'Afrique lusophone (**Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique et Sao Tomé-et-Principe**) ainsi qu'au **Timor-Oriental**, des milliers d'ordinateurs auront accès à près de 20 000 titres de livres et de magazines du monde entier en langue portugaise, grâce à la [Bibliothèque virtuelle de livres en langue portugaise](#) de l'UNESCO.
- Le projet de [numérisation des archives de musique chinoise traditionnelle \(Chine\)](#), financé par l'UNESCO, vise à mettre à disposition, en version numérique, les archives de musique traditionnelle chinoise détenues par l'Institut de recherche musicologique (MRI) de l'Académie chinoise des arts. Les collections, inscrites au Registre "Mémoire du monde" de l'UNESCO en 1997, comprennent des enregistrements sur le terrain réalisés depuis 1950. Le projet comprend aussi l'achat et l'installation de l'équipement, la numérisation elle-même et la création d'un site web qui permettra d'accéder aux collections numérisées.

77 A l'initiative du Ministère des affaires étrangères du Gouvernement **français**, un [Colloque](#) international sur le plurilinguisme dans la société de l'information a été organisé. Cette rencontre avait trois objectifs: dresser un état des lieux de la diversité linguistique à l'heure de la société de l'information, mesurer l'impact des technologies de l'information et de la communication sur la situation des langues et réfléchir aux moyens de promouvoir la diversité linguistique et culturelle sur l'Internet.

78 Le [Programme linguistique local de Microsoft](#) est une initiative mondiale visant à promouvoir le développement et la création de groupes linguistiques régionaux afin de protéger et de promouvoir les langues et les cultures tout en tirant parti des progrès constants de l'informatique.

Grâce à la collaboration des pouvoirs publics qui permettra aux particuliers d'adapter les applications logicielles à valeur ajoutée de Microsoft en les dotant de fonctionnalités linguistiques locales, des internautes du monde entier pourront utiliser leurs ordinateurs personnels dans leur langue maternelle. Les particuliers seront ainsi mieux à même de perfectionner leurs connaissances et de tirer parti des possibilités et des progrès de l'informatique.

79 L'initiative mondiale [World Summit Award](#) (WSA - Prix du Sommet mondial), lancée par le [Centre international des nouveaux médias](#), vise à sélectionner et à promouvoir les meilleurs contenus électroniques ainsi que la créativité. L'objectif est de réduire la fracture numérique ainsi que les disparités en matière de contenus. Le WSA fait une large place à la diversité et à l'identité culturelles, à la réalisation de contenus informatifs variés et à la numérisation du patrimoine éducatif, scientifique et culturel. L'initiative WSA a vu le jour grâce au dévouement d'organisations internationales de premier plan et à la motivation de personnes du monde entier. A ce jour, 136 pays de cinq continents y participent et le réseau de partenaires associés compte plus de 90 organisations partenaires.

80 La [Fondation UNDL \(Langage universel de communication sur Internet\)](#) propose une infrastructure de communication multilingue utilisant les TIC pour la collecte, le stockage et la diffusion d'informations et de connaissances à partir d'un seul et même langage naturel vers de nombreux autres langages. Il s'agit d'un programme à long terme qui prévoit le développement et l'amélioration continus des ressources linguistiques UNL et du logiciel d'appui. L'objectif est de mettre en place un réseau de serveurs linguistiques UNL sur l'Internet, pour permettre à des utilisateurs du monde entier de communiquer entre eux dans leurs langues respectives.

81 [Memoriav \(Association pour la sauvegarde du patrimoine audiovisuel suisse\)](#) a pour vocation d'assurer la conservation, la restauration et la numérisation de diverses collections de photographies, de documents sonores, de films et de vidéos produits en Suisse ou se rapportant à la Suisse. Memoriav entend recenser le patrimoine culturel audiovisuel et prendre les mesures nécessaires pour le sauvegarder et le protéger. L'Association créera un réseau d'informations entre les institutions jouant un rôle dans ce domaine et facilitera l'accès à la recherche sur les sources audiovisuelles.

9 Médias (C9)

82 Dans le Plan d'action, le SMSI reconnaît que les médias ont un rôle essentiel à jouer dans l'édification de la société de l'information. On trouvera dans la section ci-dessous certaines mesures prises à cet égard.

83 En coopération avec le Gouvernement [bulgare](#), le [Conseil de l'Europe](#) a organisé en 2004 un "[Séminaire sur la concentration des médias et la transparence](#)", qui avait pour objet de dresser un état des lieux en Bulgarie des médias et de la transparence des médias et à faire connaître aux participants l'expérience acquise par d'autres pays européens. Ce séminaire a également été l'occasion d'examiner les questions que soulève la mise au point de techniques nouvelles et leur incidence sur le pluralisme des médias. Toujours en 2004, le Gouvernement bulgare a organisé conjointement avec la Turquie une [table ronde sur la liberté d'expression et de l'information au service de la diversité culturelle et des médias](#).

84 En collaboration avec le Conseil indonésien de la presse, l'[UNESCO](#) organise, depuis 2002, [une série de séminaires sur la liberté de la presse en Indonésie](#). Les séminaires ont eu lieu dans 11 grandes villes indonésiennes et ont réuni près de 600 participants, qui ont été sensibilisés à l'importance de la liberté de la presse et aux incidences de la Loi de la presse indonésienne. L'UNESCO a apporté un appui et fourni des contributions à l'Indonésie concernant l'élaboration de la loi promulguée en 1999.

85 Afin de renforcer et d'encourager le rôle des médias dans l'édification de la société de l'information, la [Commission économique pour l'Afrique \(CEA\)](#) a institué le Prix [AISI \(Initiative pour la société de l'information en Afrique\) des médias](#). Ce Prix s'adresse aux particuliers, aux journalistes et aux médias basés en Afrique, qui s'efforcent de "promouvoir un journalisme contribuant à une meilleure contribution des enjeux de la société de l'information en Afrique". Le Prix AISI des médias doit normalement être décerné chaque année pour récompenser des médias et des journalistes. Le premier Prix AISI des médias a été décerné en mai 2003 et le deuxième en septembre 2004.

86 La [FAO](#) compte plus de 30 ans d'expérience dans le domaine des [radiocommunications rurales](#) et réalise actuellement des projets axés sur la convergence des techniques traditionnelles et nouvelles. La connexion des stations de radiocommunication rurales à l'Internet permet aux radiodiffuseurs exploitant des radios rurales de rechercher de nouvelles informations. La FAO a mis sur pied un service d'information agricole et a publié des bulletins d'information sur l'agriculture et la sécurité alimentaire à l'intention des producteurs de radios rurales. Ces informations sont échangées dans le cadre d'un réseau mondial de producteurs radio qui sont régulièrement en contact avec 52 coordonnateurs formés par la FAO dans tous les pays d'Afrique anglophone et d'Afrique francophone.

87 L'[UNESCO](#) a mené à bien un grand nombre d'activités dans le domaine des médias, à savoir:

- promotion de la [liberté de l'expression, y compris de la liberté de l'expression dans le cyberspace](#);
- mise en oeuvre du [Programme international pour le développement de la communication \(IPDC\)](#);
- organisation, conjointement avec l'[Institut de l'Asie et du Pacifique pour le développement de la radiodiffusion \(AIDB\)](#), du séminaire "[Rôle des médias dans la société de l'information en Afrique et dans les Etats arabes](#)" et de l'[édition de 2005 du Sommet des médias en Asie](#).

88 Durant la période 2005-2008, l'[Institut Hivos \(Humanist Institute for Development Cooperation\)](#) des Pays-Bas mettra en oeuvre le programme "Making Civil Voices Heard" ("Donner la parole à la société civile").

89 Afin d'encourager la parité hommes/femmes, l'[Agence canadienne de développement international \(ACDI\)](#) a contribué au **Fonds pour l'égalité entre les sexes en Amérique du Sud**, afin de promouvoir l'égalité de participation des hommes et des femmes en tant que décideurs. La **Muslim Women's Researchers' Organization** (Organisation des femmes chercheurs musulmanes) mène également des travaux de recherche sur les questions intéressant les femmes.

90 Pour tenir compte de l'émergence de nouveaux médias, la [Suisse](#) a lancé le [Webforum](#). L'[ERTU \(Radio-télévision égyptienne\)](#) a introduit un service télétexte qui est assuré par l'intermédiaire de ses principales chaînes. Le [Gouvernement espagnol \(CNICE\)](#) et la [Positive Nett-Work Association](#) publient respectivement les magazines multimédias en ligne internationaux "Digital Network" et "PNYV". Enfin, la [Finlande](#) a apporté un appui au développement d'organes d'information régionaux en **Géorgie**.

10 Dimensions éthiques de la société de l'information (C10)

91 Dans le Plan d'action du SMSI, il est reconnu que la société de l'information devrait reposer sur des valeurs universelles, chercher à promouvoir le bien commun et éviter les utilisations néfastes des TIC. On trouvera ci-après un résumé de quelques activités correspondantes menées dans ce domaine.

10.1 Promouvoir le respect de la paix et le partage des valeurs fondamentales que sont la liberté, l'égalité et la solidarité

92 Sur le plan national, plusieurs initiatives ont été prises dans ce domaine:

- La [Commission française pour l'UNESCO](#) a organisé une conférence internationale sur "La liberté d'expression dans la société de l'information". Trois thèmes ont été débattus: les nouvelles perspectives qu'offrent les TIC pour la liberté d'expression et la démocratie, le pluralisme et la diversité culturelle; les obstacles et les limites à l'exercice de la liberté d'expression dans le cyberspace et la réglementation du contenu sur l'Internet.
- En Suisse, l'initiative [ICT4Peace](#) a pour but d'étudier et de promouvoir l'utilisation actuelle et potentielle des technologies de l'information et de la communication (TIC) au service de l'assistance humanitaire et des opérations de maintien de la paix. Cette initiative, financée par le Gouvernement fédéral suisse et gérée par l'Université pour la paix, poursuit les objectifs suivants: examiner le rôle des TIC dans l'assistance humanitaire et les opérations de maintien de la paix; créer une communauté de savoir en favorisant les contacts et les échanges d'information; promouvoir et faciliter la définition de bonnes pratiques dans l'utilisation des TIC; enfin, sensibiliser l'opinion internationale au rôle que les TIC peuvent jouer en cas de conflit.

93 Le [Conseil de l'Europe](#) a adopté la Charte sociale européenne qui vise à sauvegarder les droits de l'homme. Cette charte énonce des droits et libertés qui concernent tous les individus dans leur vie quotidienne, dans les domaines suivants: logement, santé, éducation, emploi, protection juridique et sociale, circulation des personnes et non-discrimination. Elle établit également un système de contrôle qui garantit le respect des droits de l'homme par les Etats Membres du Conseil de l'Europe pour toute personne physique.

94 L'[UNESCO](#) soutient la liberté d'expression et la liberté de la presse en tant que droits fondamentaux de l'être humain:

- par le biais d'une sensibilisation et des activités de contrôle;
- en encourageant l'indépendance et le pluralisme des médias comme conditions préalables et comme facteurs majeurs de démocratisation, en fournissant des services consultatifs sur la législation des médias et enfin, en faisant prendre conscience aux gouvernements, aux parlementaires et aux décideurs de l'importance de ces principes;
- en organisant une [réunion thématique sur la liberté d'expression dans le cyberspace](#) au siège de l'UNESCO. La conférence avait pour objectif de débattre des problèmes et des perspectives de ce droit fondamental dans le réseau mondial;
- en élaborant le [Rapport mondial de l'UNESCO intitulé "Construire les sociétés du savoir"](#), qui vise à renforcer les capacités de suivi des aspects de la communauté internationale et des sociétés sur les plans intellectuel, stratégique et éthique. Ce rapport sera publié en 2005;
- en collaborant avec la Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques en vue d'élaborer des lignes directrices sur la "[Liberté d'accès à l'Internet par les bibliothèques](#)". Ces lignes directrices ont pour objet d'aider les bibliothèques du monde entier à définir, dans le domaine de l'Internet, des objectifs, des priorités et des services en rapport avec les besoins des communautés nationales et locales.

10.2 Encourager une plus grande prise de conscience des dimensions éthiques de l'utilisation des TIC

95 Un certain nombre d'initiatives et de programmes ont été lancés dans ce domaine:

- Le Gouvernement de l'**Australie** a créé une organisation communautaire sans but lucratif, [NetAlert Limited](#), qui joue un rôle consultatif en fournissant des avis à caractère pratique sur la sécurité de l'Internet, le contrôle parental et les filtres Internet pour assurer la protection des enfants, des élèves et des familles.
- Le **Gouvernement de la République de Corée** dispense des cours d'info-éthique à l'intention des enseignants, des élèves, des parents d'élèves et des fonctionnaires depuis 2001. Il a proposé des cours de pédagogie en vue de dégager des ressources spéciales pour promouvoir une bonne utilisation de l'information et s'emploie à publier des manuels et à produire des contenus vidéo visant à répondre à tout un ensemble de besoins en matière d'enseignement.
- En **Suisse**, la **Direction du développement et de la coopération (DDC)** a créé le site [Globethics.net](#), en vue de renforcer les institutions soucieuses d'éthique et leurs collaborateurs dans plusieurs domaines (recherche, publications, enseignement), en particulier dans les pays en développement et les pays en transition, grâce à la mise en place d'un réseau mondial de gestion du savoir et de partenariats pour la recherche dans le domaine de l'éthique.
- Le **Conseil de l'Europe** a élaboré une recommandation relative à "[L'impact des technologies de l'information sur les soins de santé: le patient et Internet](#)". Dans le cadre de cette recommandation, les gouvernements sont invités à prendre les mesures nécessaires au développement d'un cadre modèle pour les meilleures pratiques; à soutenir la préparation d'outils d'aide pour une meilleure pratique des usagers de l'Internet et à y participer, à promouvoir le concept d'un consommateur compétent en matière de santé ainsi que l'autorégulation et l'utilisation de codes éthiques.
- L'Association canadienne "[Indigenous Media Network](#)" a mené une enquête parmi les peuples autochtones du monde entier. Le résumé et le rapport qui ont été élaborés rendent compte des points de vue exprimés par les peuples autochtones sur les problèmes que pose l'émergence de la Société de l'Information pour leur culture et leurs identités mais aussi sur les possibilités offertes; il y est question aussi des incidences éthiques qui en découlent et des perspectives d'une participation de ces peuples à l'édification de la Société de l'Information selon les principes auxquels ils sont attachés.
- L'association sans but lucratif [Internet Safety Group](#) (ISG) de Nouvelle-Zélande a mis en place un programme intitulé NetSafe, qui dispense un enseignement en matière de cybersécurité à tous les habitants du pays comme les enfants et les parents mais qui s'adresse aussi aux écoles, aux organisations communautaires et aux entreprises. Cette association a été désignée par le Ministère de l'éducation comme étant un "agent de choix" de l'enseignement dans ce domaine en Nouvelle-Zélande. De plus, dans ce même pays, l'initiative [SeniorNet](#) offre aux personnes âgées la possibilité de développer leurs connaissances des TIC.

10.3 Protéger la vie privée et les données personnelles et prendre des mesures à titre préventif contre les utilisations néfastes des TIC

96 Un certain nombre d'initiatives et de programmes ont été lancés dans ce domaine:

- En coopération avec le **PNUD**, le [Ministère des technologies, de la communication et de l'information de l'Azerbaïdjan](#) met actuellement sur pied un projet de réseau national d'administration publique en ligne. Parmi les résultats importants du projet, il y a lieu de citer l'établissement et l'adoption d'un code de pratique de la fonction publique sur la vie privée et la protection des données ainsi que la sécurité des systèmes informatiques publics.
- Le Gouvernement de la **Colombie** a élaboré une politique nationale des télécommunications visant à garantir le respect des valeurs démocratiques. Le projet "[Healthy Internet](#)" vise à empêcher la pédophilie et l'exploitation du tourisme sexuel avec des mineurs sur l'Internet. A cet effet, des techniques administratives ont été mises au point afin d'informer la communauté et de sensibiliser l'opinion publique sur l'exploitation des enfants via l'Internet, l'accent étant mis sur la prévention.
- Au **Japon**, lorsque le [Ministère de la justice](#) est saisi d'une plainte pour atteinte aux droits de l'homme, par exemple, une atteinte probable à la vie privée sur Internet ou s'il estime, sur la base de certains rapports, qu'il y a lieu de réaliser une enquête, il fait procéder sans délai à cette enquête. En cas de violation avérée des droits de l'homme, les mesures appropriées sont prises.
- Le Gouvernement de la **Lettonie** a créé le [Data State Inspectorate \(DSI\)](#), institution publique fonctionnant dans le cadre du Ministère de la justice. Le DSI a commencé ses activités en 2001 et il est régi par la loi sur la protection des données personnelles. Cette nouvelle institution a pour objet de veiller au respect des droits de l'homme et des principes fondamentaux relatifs à la protection des données personnelles.
- En étroite collaboration avec une association de protection des mineurs, le [Gouvernement de Monaco](#) a pris des mesures concrètes pour protéger les mineurs contre la diffusion des contenus à caractère violent ou pédophile sur l'Internet. Les mesures prises sont les suivantes: modification du code pénal afin d'intégrer les principes de protection des mineurs contre les contenus à caractère pédophile; imposition de sanctions contre ceux qui diffusent ce type de contenu et étude de solutions techniques de filtrage et de contrôle parental qui pourraient être proposées aux utilisateurs de l'Internet.
- Afin d'assurer un accès filtré aux seuls sites web "propres" de l'Internet, le Gouvernement de la **Thaïlande** a limité l'accès à certains sites web. De plus, le [Ministère de l'information et de la communication](#) a créé un poste de cyberinspecteur, le titulaire étant chargé de s'occuper de la cybersécurité et des menaces en la matière et de promouvoir un cyberspace plus sûr. Le cyberinspecteur doit contribuer à faire appliquer la loi contre la cybercriminalité, verrouiller les sites web inappropriés et lutter contre le spam.
- La [Australian Internet Industry \(AII\) Association](#) a rédigé le code de l'industrie du jeu interactif ainsi que le contenu du code de pratique, avec pour objectif d'offrir aux fournisseurs de services Internet un mécanisme leur permettant de faire face à leurs obligations juridiques lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes de jeu sur l'Internet et de contenu en ligne. L'Association AII est également en train d'élaborer un code de pratique énonçant les procédures appropriées de coopération entre les organismes chargés de faire appliquer la loi et les fournisseurs de services Internet en ce qui concerne la détection des fraudes en ligne et autres activités criminelles ainsi que les enquêtes en la matière et les menaces touchant à la sécurité. De plus, l'Association AII établit actuellement un code privé qui vise à trouver un équilibre entre les attributions des pouvoirs publics et de l'industrie dans le cadre d'une structure coréglementaire.

- Le **Conseil de l'Europe** a élaboré la "[Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel](#)" qui a été ouverte à la signature le 28 janvier 1981. A ce jour, cette Convention a été ratifiée par 31 Etats et signée par sept autres Etats. La Convention a été complétée, en 2001, par un protocole additionnel concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, qui a été rédigé en raison de l'augmentation des flux transfrontières de données.
- L'**Académie internationale des droits de l'homme** (organisme français) a élaboré un document intitulé "[Charte de l'éthique et de la déontologie des utilisateurs de l'Internet](#)", alors que les autorités locales de **Brest (France)** ont créé un site web pour l'[appropriation sociale de l'Internet et du multimédia](#).

11 Coopération internationale et régionale (C11)

97 Dans le Plan d'action du SMSI, il est reconnu que la coopération internationale entre toutes les parties prenantes est essentielle pour la mise en oeuvre du Plan. Le Global Knowledge Partnership (Encadré 7) constitue un exemple de coopération de longue date. Autres exemples de coopération:

11.1 Programmes d'aide au développement mis en oeuvre par les pouvoirs publics

98 Le **Centre de recherches pour le développement international (CRDI)** du Canada apporte depuis longtemps son appui à des partenariats jusqu'à ce que leur viabilité à long terme soit assurée. Parmi les exemples de projets menés avec succès par le CRDI il y a lieu de citer notamment l'[Institut pour la connectivité des Amériques](#), [BellaNet](#), l'[Initiative Acacia](#) et le [Pan-Asia Networking](#).

99 Le Ministère des affaires étrangères (MAE) de la **France** apporte son soutien au [développement de systèmes d'information et de communication](#) pour la mise en place d'un système d'enseignement supérieur et de recherche en Afrique. Ce projet vise à encourager des échanges durables d'informations à caractère scientifique et technique dans douze pays: Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Nigéria, Sénégal et Tunisie.

100 Auparavant, l'assistance fournie dans le secteur des TIC portait essentiellement sur des programmes ayant pour objet d'améliorer l'infrastructure des télécommunications. En revanche, de nos jours, la plupart des initiatives appliquent une méthode intersectorielle et visent à promouvoir les TIC comme facteur du développement. A cet égard, on citera la [stratégie des TIC](#) appliquée par l'**Allemagne** (Ministère fédéral de la coopération économique et du développement). Cette stratégie insiste en particulier sur les zones rurales dans lesquelles les défaillances du marché peuvent empêcher des améliorations rapides de la connectivité. Par exemple, la **KfW Development Bank** octroie des prêts et des dons aux pays en développement dans tous les domaines cibles de la coopération économique. Quant au projet de **Coopération allemande au développement (GTZ)**, il consiste à appliquer un certain nombre de programmes liés aux TIC dans différents secteurs tels que l'éducation, la santé et le développement économique.

101 Le Gouvernement du **Japon** a élaboré un ensemble de mesures visant à réduire la fracture numérique, à faire bénéficier la population des avantages offerts par les TIC et à faire progresser le développement social, économique et culturel, en privilégiant principalement l'Asie. Le Ministère des affaires intérieures et des communications (MIC) et les ministères associés ont encouragé le développement du [Programme Asia Broadband](#) qui vise à faire de la région un pôle d'information mondial, grâce au déploiement de plates-formes à large bande en Asie. Ces activités s'inscrivent également dans le cadre des mesures globales de coopération envisagées par le Japon pour réduire la fracture numérique au niveau international. Ces mesures, qui ont été annoncées au Sommet de

Kyushu-Okinawa en juillet 2000, sont organisées en quatre volets: 1) renforcer, sur le plan de la politique, la question de la diffusion des TIC; 2) développer l'infrastructure des TIC; 3) développer les ressources humaines pour étayer la diffusion des TIC; 4) encourager l'utilisation active des TIC dans le domaine de l'aide en faveur du développement.

Encadré 7: Le Global Knowledge Partnership (GKP)

Le [Global Knowledge Partnership](#), l'un des plus anciens partenariats dans le domaine des TIC, se définit comme étant un "réseau mondial dédié à la maîtrise du potentiel des TIC au service du développement durable et équitable". Fondé en 1997 grâce à un financement initial de la Banque mondiale et du Gouvernement du Canada, il a son siège à Kuala Lumpur (Malaisie) et peut aujourd'hui être fier de compter quelque 100 membres dans 40 pays. L'un des principes du GKP est que les différentes parties prenantes sont rassemblées sur un pied d'égalité. Ses principales activités publiques sont les Global Knowledge Conferences, qui se tiennent chaque année, la plus récente d'entre elles ayant eu lieu en Egypte en mai 2005 et le portail web du Forum ICT4D.

102 La Federal Communications Commission des **Etats-Unis** est un partenaire et membre du Conseil d'administration de l'[USTTI \(United States Telecommunications Training Institute\)](#) (USTTI (United States Telecommunications Training Institute)). En 2004, sept cours de formation spécialisée ont été organisés à l'intention de participants venus des pays du monde entier. L'USTTI est un projet sans but lucratif mené en commun par des entreprises de premier plan du domaine des communications et de l'informatique aux Etats-Unis et par des hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral.

103 L'**Union européenne** a présenté un [inventaire complet des activités liées au SMSI](#) concernant ses propres Etats Membres. Ce document très détaillé (11 MB), qui a été mis à jour en juin 2005, complète les activités individuelles présentées par les Etats Membres.

104 Parmi d'autres exemples de programmes nationaux d'aide au développement figurant dans la base de données de l'inventaire, il y a lieu de signaler l'appui fourni par la **Belgique** aux [délégations du SMSI venant de pays moins avancés](#), le [Programme de gestion stratégique de l'information \(PGSI\)](#) du **Canada**, le "[e-Governance Academy Foundation](#)" (eGA) de l'**Estonie** et l'[Initiative d'administration publique en ligne au service du développement](#) de l'**Italie**.

11.2 Autres exemples de coopération internationale et régionale

105 Autres exemples pertinents:

- La [stratégie régionale pour le développement des TIC et des Caraïbes](#), mise au point par la **Communauté caraïbe (CARICOM)**, sera poursuivie d'urgence et vise à développer au maximum les avantages et le potentiel des TIC. Un degré de priorité élevée est ainsi accordé à l'utilisation des TIC en vue d'améliorer la qualité de vie des populations de la région.
- [Child Helpline International](#) est à l'origine de cinq projets de résolution soumis à la [Conférence mondiale de développement des télécommunications](#) de l'UIT (CMDT-06) et demandant aux Etats Membres d'approuver des résolutions qui reconnaissent l'importance des enfants, futurs utilisateurs des moyens de télécommunication. Child Helpline a en outre demandé aux Etats Membres de mettre, dans leurs pays respectifs, des numéros de libre appel à trois ou quatre chiffres à la disposition exclusive des permanences téléphoniques d'assistance aux enfants.
- **Cisco Systems** a lancé plusieurs activités conjointes, dont le programme [Cisco Networking Academy](#) à l'intention des ministères. Quelque 230 infocentres ont été créés. Chaque ministère fournit les investissements à réaliser dans l'infrastructure ainsi que le budget

permettant de payer les instructeurs et le personnel administratif. Le programme Cisco Networking Academy couvre un vaste programme d'enseignement global.

- Le projet visant à [faciliter la participation des pays membres de la Banque islamique de développement au SMSI](#) a pour objet de rassembler, trier et diffuser des informations pertinentes sur le web et d'étoffer les services consultatifs et de conseil, sur demande, pour appuyer la participation des PMA à la phase de Tunis du SMSI.
- L'[Institut international pour la communication et le développement \(IICD\)](#) des Pays-Bas aide les pays en développement à parvenir à un développement durable qu'ils assumeront eux-mêmes, en exploitant le potentiel des TIC. Créé en 1997, cet institut est alimenté par des fonds fournis par les **Pays-Bas**, la **Suisse** et le **Royaume-Uni**.
- Les travaux menés par l'**Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)** dans le domaine des [relations entre les citoyens et l'administration](#) consistent à passer en revue les efforts des pays Membres visant à élargir l'accès à l'information, multiplier les possibilités de consultations et encourager la participation active des citoyens à la formulation de l'action publique. Ils englobent aussi l'organisation des [ateliers et des forums mondiaux de l'OCDE](#).
- La [CNUCED](#) aide les pays à élaborer des politiques et des stratégies nationales en matière de TIC, avec pour objectif de valoriser la croissance économique, les échanges commerciaux et la compétitivité, grâce à l'assistance technique et à la formation.
- La [Conférence régionale pour l'Asie occidentale](#) a été organisée à Damas les 22 et 23 novembre 2004 par la CESA0, en collaboration avec le Ministère syrien des communications et l'UNESCO. Elle avait pour objectifs de passer en revue les mesures prises pour réduire la fracture numérique, d'adopter un plan d'action régional, d'encourager les partenariats et de lancer de grands projets régionaux.
- Dans le cadre de sa Division des technologies de l'information et de la communication, la **Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)** a établi un [plan d'action régional pour l'édification de la société de l'information dans la région des Etats arabes \(RPoA\)](#). Ce plan d'action présente un cadre stratégique global pour la création de capacités locales en vue de l'édification de la société de l'information et du renforcement du développement dans la région. Le cadre stratégique proposé s'articule autour de dix principaux domaines, programmes de partenariat et projets régionaux.

Encadré 8: Connecter le monde

Dans le cadre de l'engagement international qu'elle a pris en vue de promouvoir le développement et la connectivité, l'[Union internationale des télécommunications](#) (UIT), conjointement avec une [vingtaine d'autres partenaires](#), a lancé en 2005 l'initiative intitulée "*Connecter le monde*". Cette initiative vise essentiellement à encourager l'établissement de nouveaux projets et partenariats multiples afin de réduire la fracture numérique.

L'[initiative Connecter le monde](#) comprend trois éléments de base - environnement propice, infrastructure et capacités et applications et services - qui sont les principaux domaines dont il faut tenir compte lorsqu'on conçoit des mesures concrètes en vue d'accélérer le développement des TIC. Cette initiative offre l'occasion de les promouvoir et en particulier de répondre aux engagements du SMSI, notamment celui qui consiste à connecter tous les villages aux TIC (quelque 800 000 villages du monde entier ne disposent jusqu'ici d'aucun raccordement aux TIC) et celui qui consiste à faire en sorte que plus de la moitié des habitants de la planète disposent d'un accès aux TIC d'ici à 2015.

- La **Banque mondiale** fournit un [appui aux gouvernements afin de les aider à élaborer une politique favorisant le jeu de la concurrence et un environnement réglementaire pour le secteur des TIC](#). La Banque met en oeuvre un certain nombre d'actions, par exemple sous la forme de prêts principaux, de crédits, de dons, d'assistance technique, d'analyses et de conseils. Entre 2000 et 2004, le Groupe de la Banque mondiale a joué un rôle actif dans le secteur des TIC dans 80 pays, l'ensemble des activités s'étant élevé à un montant supérieur à 3 milliards USD, soit 2,3% de la totalité des activités de la Banque.
- **[Le Programme "Interréseau-santé" de l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\)](#)**, l'une des principales initiatives prises dans le cadre du Plan d'action des Nations Unies pour le Millénaire, vise à réduire la fracture numérique qui existe dans le domaine de la santé. Il donne aux professionnels de la santé, aux chercheurs et aux responsables politiques des pays en développement un accès rapide à une information d'excellente qualité sur l'Internet. Les éléments clés de ce partenariat entre le secteur public et le secteur privé sont le contenu, la connectivité, le renforcement des capacités et la politique générale.
- **L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)** a entrepris diverses activités liées au processus du SMSI: "Noms de domaine de l'Internet et marques", "Noms de domaine Internet et autres identificateurs", "Protection de la propriété intellectuelle dans les noms de domaine de premier niveau correspondant à des codes de pays (ccTLD)", "Protection de la propriété intellectuelle dans les nouveaux domaines de télégénériques (TLD)", "Noms de domaine multilingues", mécanisme "IT Case Facility", "Protection des marques et Internet" et "Propriété intellectuelle et commerce électronique". L'OMPI a en outre organisé plusieurs [réunions sur les politiques et les stratégies portant sur des thèmes clés de la société de l'information](#).
- Parmi d'autres programmes d'assistance intéressants mis en oeuvre par des organisations intergouvernementales, il y a lieu de citer le [Programme intégré de coopération technique de l'Organisation maritime internationale](#).

11.3 Initiatives régionales

106 Initiatives régionales visant à mettre en oeuvre le Plan d'action du SMSI (en plus de celles qui ont été mentionnées ailleurs dans le document):

- **ALECSO** (Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science): [Une stratégie arabe dans le domaine de l'informatique](#);
- **Commission européenne**, DG société de l'information: [Echanges et coopération sur les cadres réglementaires](#);
- **BID** (Banque interaméricaine de développement): [Programmes d'appui au développement de projets et programmes intersectoriels](#);
- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique - **CEA**: [Développement et mise en oeuvre d'une politique de l'information](#);
- Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes - **CEPALC**: [Stratégies nationales pour la société de l'information](#);
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe - **CEE**: [Conférence ministérielle pour l'Europe du Sud-Est sur la société de l'information](#);
- Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique - **CESAP**: [Suivi régional de la phase de Genève et préparation pour la phase de Tunis du SMSI](#).
- Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale - **CESAO**: [Profil régional: la société de l'information en Asie occidentale](#).

12 Atteindre les objectifs, les buts et les cibles du SMSI

107 Le Plan d'action de Genève contient la liste des dix cibles à atteindre pour assurer la connectivité et l'accès aux TIC d'ici à 2015. Les dix premières cibles du SMSI qui ont été approuvées sur le plan international pour mesurer le développement des TIC ont un champ d'action étendu puisqu'elles couvrent, par exemple, la connectivité dans les écoles et les hôpitaux. Pour cette raison, elles peuvent contribuer à l'utilisation des TIC en vue de la réalisation des objectifs de développement exposés dans la Déclaration du Millénaire.

108 Le niveau de réalisation des différents buts est extrêmement variable. Certains buts se prêtent également à différentes interprétations et mesures statistiques. Néanmoins, la plupart des buts devraient être réalisables dans les délais prévus (voir le Tableau 3).

109 La plupart des activités menées dans le cadre des grandes orientations fixées par le SMSI, dont il a été question plus haut, permettront de contribuer au respect des engagements du SMSI mais il y a lieu de souligner certains projets précis:

- Le [Programme "Partenaires pour une connectivité mondiale"](#) correspond plus particulièrement aux engagements a) à f) et j) (voir l'Encadré 8).
- La **Commission européenne** a recensé 14 indicateurs de politique générale et 22 indicateurs supplémentaires pour évaluer les progrès réalisés au niveau régional dans la perspective de la société de l'information. Ces indicateurs complètent les cibles recensées dans le Plan d'action du SMSI et sont parfois identiques à elles.

Tableau 3: Les engagements du SMSI et les perspectives en ce qui concerne la réalisation des objectifs d'ici à 2015

<i>Engagements du SMSI</i>	<i>Commentaires</i>	<i>Perspectives en ce qui concerne la réalisation des objectifs d'ici à 2015</i>
a) Connecter les villages aux TIC et créer des points d'accès communautaires.	Il existe environ 2,7 millions de "villages" dans le monde entier, dont près des trois-quarts disposent déjà d'un service téléphonique. Toutefois, la couverture des points d'accès communautaires n'est pas très répandue et, dans bien des cas, il n'existe pas de mesure officielle de leur nombre.	Bonnes perspectives de connecter tous les villages d'ici à 2015. Mauvaises perspectives en ce qui concerne la mise en place de points d'accès communautaires dans chaque village.
b) Connecter les établissements d'enseignement secondaire ou supérieur et les écoles primaires aux TIC.	Les données ne sont pas largement disponibles de manière systématique mais dans les pays où elles sont disponibles, près de 100% des universités et collèges, 95% des écoles secondaires et 90% des écoles primaires sont connectés aux TIC.	Très bonnes perspectives de connecter la totalité des universités, collèges et écoles secondaires d'ici à 2015. Bonnes perspectives pour les écoles primaires.
c) Connecter les centres scientifiques et les centres de recherche aux TIC.	Si l'on part du principe que la plupart des centres scientifiques et des centres de recherche sont associés à des universités, on obtient déjà une couverture de près de 100%.	Excellentes perspectives de connecter tous les centres scientifiques et les centres de recherche d'ici à 2015.
d) Connecter les bibliothèques publiques, les centres culturels, les musées, les bureaux de poste et les services d'archives aux TIC.	Il existe environ 41 000 musées dans le monde dont près de 37 000 ont des sites web. Il existe environ 660 000 établissements postaux publics. Le pourcentage de ces établissements offrant des services en ligne varie entre 26% (Afrique) et 88% (pays industrialisés), selon l'UPU.	Excellentes perspectives de connecter les bibliothèques publiques, les musées et les archives. Très bonnes perspectives pour les bureaux de poste et les centres culturels.
e) Connecter les centres de santé et les hôpitaux aux TIC.	Les données ne sont pas largement disponibles de manière systématique mais on estime qu'il existe plus de 40 000 hôpitaux dans le monde.	Excellentes perspectives de connecter les hôpitaux. Très bonnes perspectives pour les centres de santé.
f) Connecter toutes les administrations publiques, locales et centrales, et les doter d'un site web et d'une adresse électronique.	Sur les 191 Etats Membres de l'ONU, 178 disposaient d'un site web du gouvernement en 2004. Les données des administrations publiques locales et centrales ne sont pas systématiquement disponibles.	Excellentes perspectives de connecter les gouvernements publics et les administrations publiques centrales. Très bonnes perspectives pour les administrations publiques locales.
g) Adapter tous les programmes des écoles primaires ou secondaires afin de relever les défis de la société de l'information, compte tenu des conditions propres à chaque pays.	Cette cible ne se prête pas facilement aux mesures. En Europe, les TIC ne figurent pas encore dans le programme d'études commun minimum des deux pays pour lesquels des données sont disponibles.	Très bonnes perspectives pour les TIC dans les programmes des écoles secondaires. Bonnes perspectives pour les écoles primaires.
h) Donner à toute la population mondiale accès aux services de télévision et de radiodiffusion.	En 2002, la couverture mondiale de la population s'établissait à près de 95% pour la radio et à 86% pour la télévision.	Excellentes perspectives pour la couverture radio. Très bonnes perspectives pour la télévision.
i) Encourager l'élaboration de contenus et réunir les conditions techniques propres à faciliter la présence et l'utilisation de toutes les langues du monde sur l'Internet.	Il existe plus de 6 000 langues dans le monde, dont bon nombre ne possèdent pas d'alphabet écrit et sont parlées par de petits groupes de personnes. Toutefois, des progrès sont réalisés dans la mise en oeuvre des noms de domaine multilingues et la diversité linguistique s'accroît sur l'Internet.	Très bonnes perspectives de parvenir à des conditions techniques qui permettront à toutes les langues d'être disponibles sur l'Internet, mais mauvaises perspectives pour l'utilisation de toutes les langues.
j) Faire en sorte que plus de la moitié des habitants de la planète aient à leur portée un accès aux TIC.	Près de 80% des habitants du monde se trouvent à portée d'un signal mobile. Près de 40% des foyers du monde entier possèdent un téléphone (fixe ou mobile). Près de 30% des personnes sont propriétaires d'un téléphone mobile.	Excellentes perspectives d'atteindre un taux de couverture de 50% des foyers. Très bonnes perspectives que les TIC soient la propriété de 50% de particuliers.

Source: Extrait du *Rapport sur le développement des télécommunications dans le monde: Indicateurs d'accès à la société de l'information*, UIT (2003) et du Rapport de la Banque mondiale (2005) *Tracking ICTs: World Summit on the Information Society (WSIS) Targets*.

- Un certain nombre d'initiatives ont été mises en oeuvre en vue de réduire la fracture numérique, dont l'élaboration d'équipements "légers" à bas coût pour remplacer les ordinateurs personnels. Il convient de citer notamment les programmes [Nivo](#), [Simputer](#) et ["un ordinateur portable à 100 USD du MIT"](#). De même, le fournisseur de services de communications mobiles panafricain [MTN](#) avec son programme ["villagephone"](#), qui utilise l'énergie solaire, pourrait permettre d'atteindre la cible a). En février 2005, environ 50 fabricants de téléphones mobiles ont annoncé qu'ils s'employaient ensemble à élaborer des [téléphones cellulaires à bas coût](#) (30 USD et moins), projet qui pourrait permettre d'atteindre la cible j).

13 Pacte de solidarité numérique

110 A sa phase de Tunis, le SMSI adoptera le texte approuvé sur le financement des TIC au service du développement. Ce texte renvoie à la création, à Genève, du [Fonds de solidarité numérique](#), mécanisme novateur de financement volontaire dont l'objectif est de transformer la fracture numérique en possibilités numériques pour le monde en développement, l'accent étant mis essentiellement sur les besoins au niveau local et sur la recherche de nouvelles sources volontaires de financement au titre de la "solidarité". Le [Fonds](#) a été créé à Genève le 14 mars 2005 et des contributions initiales ont été reçues en provenance d'un certain nombre de sources.

111 Il existe un certain nombre d'autres initiatives concernant la solidarité numérique, à savoir:

- En **Egypte**, l'[Autorité nationale de réglementation des télécommunications](#) se propose de créer un fonds de service universel financé par des contributions fournies par des opérateurs titulaires de licences, afin d'étendre la fourniture des services de télécommunications de base aux zones mal desservies. D'après des [travaux de recherche de l'UIT](#), en 2004, quelque 39 pays avaient créé des fonds de service universel et 31 autres envisageaient de le faire.
- A **Hong Kong (Chine)**, un [fonds de solidarité numérique](#) a été créé en novembre 2003 et s'est illustré tout particulièrement par le financement de projets axés sur l'inclusion numérique, avec une dotation initiale de 1 million HK\$ (environ 130 000 USD). L'un des premiers bénéficiaires sera la Cybersenior network development association, qui se propose d'examiner les incidences du développement rapide de l'informatique sur les personnes âgées, tant sur le plan psychologique que social. Cette association a prévu d'organiser des classes de formation et des activités de sensibilisation mais aussi de créer un portail ([www.hk1001.com](#)), pour que les personnes âgées disposent d'un lieu d'échange où elles puissent partager leurs expériences dans le domaine de l'informatique.
- Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'**OCDE** a présenté à titre de contribution au SMSI un rapport récent intitulé ["Guide des bonnes pratiques TIC pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté"](#).
- Le [Fonds d'équipement des Nations Unies](#) et [Microsoft](#) sont en train d'élaborer un logiciel pour le microfinancement de la Banque ACLEDA au Cambodge, logiciel qui pourrait par la suite être utilisé ailleurs.

14 Suivi et évaluation

112 Le paragraphe 28 du Plan d'action du SMSI donne la liste d'une série de mesures se rapportant aux activités de suivi et d'évaluation. On trouvera ci-après un résumé de certaines de ces activités.

14.1 Evaluation et critères de référence utilisant des indicateurs statistiques

113 Un groupe d'institutions internationales et régionales s'occupant des TIC, dont Eurostat, l'UIT, l'OCDE, la CNUCED, l'Institut de statistique de l'UNESCO, le Groupe d'étude des technologies de l'information et des communications des Nations Unies et la Banque mondiale, ainsi que les Commissions régionales des Nations Unies, a annoncé la création du [Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement](#), lors de la onzième session de la CNUCED en juin 2004. Le principal objectif de ce partenariat est de promouvoir les progrès de l'élaboration de données TIC comparables à l'échelle mondiale; pour ce faire, il faudra définir et analyser des indicateurs TIC internationalement comparables et élaborer des méthodes de collecte de ces indicateurs; aider les pays en développement à collecter des statistiques en matière de TIC; aider les pays à mettre en oeuvre et à promouvoir leurs politiques dans le secteur des TIC et à suivre la façon dont on progresse vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement; aider les pays en développement à mettre en place la capacité nécessaire pour suivre l'évolution des TIC au niveau national et, enfin, créer une base de données mondiale sur les indicateurs des TIC. Une réunion thématique du SMSI sur la "[Mesure de la société de l'information](#)" a été organisée à Genève en février 2005 et, à cette occasion, une liste mondiale des principaux indicateurs des TIC se rapportant à l'infrastructure, aux ménages, aux entreprises et au secteur des TIC a été adoptée.

114 En prévision de la réunion thématique, l'UIT a organisé une [réunion des donateurs](#) à la fin de l'année 2004 et pour y donner suite, l'OCDE a tenu une "[réunion mondiale récapitulative](#)" au début de 2005. Par ailleurs, il est prévu que le [Partenariat](#) tiende une réunion parallèle pendant la phase de Tunis du Sommet.

115 Dans le cadre des travaux du [Partenariat](#), un certain nombre de réunions régionales ont eu lieu, dont celles qui ont été organisées pour:

- l'[Afrique](#), par la **Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique** (CEA) et l'UIT, à Gaborone, en octobre 2004;
- l'[Asie-Pacifique](#), par la **Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique** (CESAP), à Bangkok, en octobre 2004;
- l'[Amérique latine et les Caraïbes](#), par la **Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes** (CEPALC) à Santiago du Chili en novembre 2004;
- l'[Asie occidentale](#), par la **Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale** (CESAO) à Beyrouth en juin 2005, en particulier un [atelier de renforcement des capacités sur le thème "Mesure de la société de l'information: indicateurs fondamentaux, statistiques et collecte de données"](#), organisé en juin 2005 et précédé en octobre 2004 d'une [table ronde sur les indicateurs et profils de la société de l'information en Asie occidentale](#).

116 L'UIT tient à jour un site [ICT Free Statistics](#) qui concerne la collecte, la compilation et la diffusion des indicateurs du secteur des télécommunications. Les données sont extraites des publications statistiques de l'UIT dont le [Yearbook of Statistics](#), la [Base de données sur les indicateurs des télécommunications dans le monde](#), les [Rapports Internet](#) et le [Rapport sur le développement des télécommunications dans le monde](#). Parmi les autres informations disponibles gratuitement sur le site web de l'UIT il y a lieu de citer les [études de cas par pays](#) sur le développement des TIC ainsi qu'une base de données contenant des [informations et des rapports sur la réglementation](#). Ce site web donne en outre des informations sur les autres activités de l'UIT en faveur de l'échange d'informations, notamment sur le rôle moteur joué par l'Union dans le suivi des Objectifs du Millénaire pour le développement et le Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement.

117 Le site web sur la mesure statistique des TIC de la **CNUCED**, créé en novembre 2003, est à la fois une source d'informations en ligne sur les indicateurs, les méthodes et les statistiques se rapportant à la société de l'information mais aussi un lieu d'échange qui permet aux intéressés de tous les pays d'engager des discussions sur des sujets se rapportant aux cybermesures et de poursuivre les travaux théoriques et méthodologiques.

118 La **CESAO des Nations Unies** a publié une étude intitulée "[Indicateurs de la société de l'information](#)" qui traite des sujets suivants: critères d'évaluation et de suivi des progrès vers la réalisation des buts définis dans le Plan d'action du SMSI; principaux aspects de la société de l'information qu'il convient de mesurer; indicateurs appropriés et indices de mesure et de surveillance des principaux aspects de la société de l'information et enfin, possibilités offertes par l'utilisation des TIC. La CESAO a également organisé en septembre 2004 une [table ronde sur les stratégies et les plans d'action](#) en vue de l'édification de la société de l'information en Asie occidentale.

119 En novembre 2004, le Ministère des transports et des communications du **Mexique** a organisé, conjointement avec l'**UIT**, une réunion intitulée "[Indicateurs mondiaux sur l'accès communautaire aux TIC](#)". Cette réunion avait pour objectif principal de revoir les indicateurs d'accès communautaire ainsi que les aspects suivants: définition, collecte, méthode et diffusion.

120 En janvier 2005, l'opérateur public de télécommunication de l'Espagne, **Telefónica**, a publié un rapport sur le [développement de la société de l'information en Espagne](#) et dans ses territoires qui contenait une compilation de bonnes pratiques, établie par des communautés espagnoles indépendantes.

14.2 Indice composite de développement des TIC

121 Au paragraphe 28 a) du Plan d'action du SMSI il est préconisé d'élaborer un indice composite de développement des TIC (débouchés numériques). Un certain nombre d'initiatives différentes ont été lancées en vue d'élaborer ce nouvel indice:

- L'**UIT**, en coopération avec la [Korean Agency for Digital Opportunity](#), a élaboré une [méthode pour l'établissement d'un indice d'ouverture au numérique](#) (DoI), comme préconisé au paragraphe 28 a) du Plan d'action du SMSI. Dans un premier temps, cette méthode a été appliquée à 40 pays de premier plan développés et en développement. A la suite des délibérations qui ont eu lieu à la réunion thématique du SMSI sur les "[Partenariats réunissant plusieurs parties prenantes en vue de réduire la fracture numérique](#)", qui a eu lieu à Séoul les 23 et 24 juin 2005, cette méthode a été perfectionnée et examinée lors d'une réunion parallèle sur des questions de statistiques tenue pendant le PrepCom-3. Cet indice est fondé sur la liste des indicateurs fondamentaux définie dans le cadre de la réunion du [Partenariat](#) en février 2005. Cette méthode sera publiée à l'occasion du Sommet de Tunis, avant d'être étendue à toute une série de pays.
- Dans le prolongement de la publication, dans le cadre de la phase de Genève du Sommet, de son rapport "L'observatoire de la fracture numérique ... et au-delà", le réseau ORBICOM a élaboré un [Indice d'accès aux TIC](#), en collaboration avec le BDT/UIT et en partenariat avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Francophonie et des institutions des Nations Unies telles que l'UNESCO et la CNUCED. Ce projet conjoint est une conséquence directe du Plan d'action du SMSI, qui appelait à l'élaboration et à la mise en place d'un indice composite de développement des TIC. Il fournit à la communauté internationale un instrument de mesure, complété par plusieurs chapitres analysant la situation de manière approfondie.

- La **CNUCED** a publié le rapport "[The Digital Divide: ICT Development Indices 2004](#)" qui évalue les capacités des pays dans le domaine des TIC et analyse l'évolution de ces capacités au fil du temps, l'objectif étant d'évaluer leur niveau de développement. Le rapport contient une analyse transnationale de plus de 150 pays en termes d'accès et de connectivité. Il étudie aussi la question de l'inégalité et de la divergence des capacités de TIC entre les pays dans le cadre de la fracture numérique au niveau international. La CNUCED a également élaboré un "[outil de mesure des TIC](#)" qui fournit aux responsables politiques des pays en développement un outil interactif utile leur permettant d'évaluer les capacités de leur pays dans le domaine des TIC (du point de vue de la connectivité et de la facilité d'accès) et de les comparer à celles d'autres pays. Enfin, la CNUCED se propose de [mesurer l'utilisation des TIC en fonction des contributions directes des entreprises](#).

14.3 Faire le point sur les progrès réalisés dans le monde en ce qui concerne l'utilisation des TIC

122 Un grand nombre d'initiatives et de programmes ont été lancés en vue de faire le point sur l'utilisation des TIC, à savoir:

- Le [Bureau statistique central de la Lettonie \(Governmental Central Statistical Bureau\)](#) a élaboré une base de données statistiques publiques qui contient des données annuelles et à court terme ainsi que les résultats du recensement démographique et du recensement agricole. La base de données permet d'avoir accès à des informations statistiques officielles qui sont essentielles pour la société de l'information.
- L'[Observatoire espagnol des télécommunications et de la société de l'information](#) est devenu un centre de référence pour le suivi, l'analyse et la diffusion de la situation du secteur des TIC ainsi que du secteur de l'audiovisuel et de la société de l'information en Espagne. Les résultats de la compilation des indicateurs sont publiés sur l'Internet.
- L'[Office fédéral suisse de la statistique](#) fournit des indicateurs sur la société de l'information en Suisse et décrit l'infrastructure, la production et l'utilisation des TIC dans différents secteurs de la société.
- Le [Centre national de technologie informatique et électronique de Thaïlande \(NECTEC\)](#), met actuellement en oeuvre un programme de recherche intitulé "Recherche d'informations sur l'Internet (IIR)" axé sur le trafic de l'Internet en Thaïlande. Ce centre a également lancé un projet d'"Indicateurs des TIC en Thaïlande" qui vise à superviser le développement des TIC dans le pays.
- L'**Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID)** a procédé à un [Inventaire des TIC à l'échelle mondiale](#): le Bureau de l'énergie et de la technologie de l'information a mené une enquête par courrier électronique en prenant contact avec les différentes missions pour leur demander de fournir des informations sur leur utilisation des TIC pour les activités de développement, ce qui a permis de créer une base de données de 351 indicateurs TIC pour les activités de développement dans le monde.
- L'[Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la culture et la science \(ALECSO\)](#) a organisé une réunion de consultation sur les indicateurs statistiques à utiliser pour mesurer les progrès réalisés en ce qui concerne la réduction de la fracture numérique dans les pays en développement, un accent particulier étant mis sur les pays arabes. La réunion avait en outre pour objectif de permettre aux pays en développement de partager leurs données d'expérience en vue des recherches et des études futures. L'organisation a aussi tenu, en septembre 2005, un séminaire de formation sur les indicateurs avec utilisation de la technologie VSAT.

- Dans le cadre du [projet global visant à assurer le suivi des objectifs de développement pour le Millénaire](#), l'UIT a travaillé étroitement avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations et elle a été chargée plus particulièrement du point cible 18 intitulé "En coopération avec le secteur privé, mettre les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, à la portée de tous". L'UIT définit les trois indicateurs retenus dans le cadre du point cible 18 et contribue au rapport annuel du Secrétaire général des Nations Unies sur les objectifs de développement pour le Millénaire.
- L'**Observatoire pour la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes (OSILAC)** effectue des travaux statistiques depuis juillet 2003, avec l'aide de l'**Institut pour la connectivité dans les Amériques (ICA)**. Son principal objectif est d'obtenir et de mettre à jour des données concernant la mesure de la société de l'information dans la région. Se fondant sur une approche participative, qui vise à intégrer les méthodes, l'Observatoire cherche à accroître l'importance que les organismes statistiques nationaux accordent à la collecte, à la normalisation, au traitement et à la diffusion des indicateurs des TIC.
- Le [Groupe d'étude des Nations Unies sur les TIC relatives aux Indicateurs TIC et à leur application aux objectifs du développement pour le Millénaire](#), élabore actuellement, sous la conduite du Gouvernement du Canada, une contribution au SMSI intitulée "[Les objectifs de développement pour le Millénaire et les TIC - Mesure, suivi et analyse des incidences des TIC](#)". Le Groupe d'étude a participé également aux travaux de l'Equipe 10 du Projet du Millénaire du Secrétaire général et a élaboré un chapitre sur les TIC et les objectifs de développement pour le Millénaire.
- L'UNESCO a publié une étude intitulée "[Mesure et suivi des sociétés de l'information et du savoir et les difficultés statistiques qu'ils suscitent](#)", qui compte parmi l'une des contributions de cette organisation à la première phase du SMSI en 2003. Cette étude insistait sur les mesures se rapportant aux TIC et fournissait un aperçu général des données existantes, tout en indiquant les domaines dans lesquels d'autres données sont nécessaires.

14.4 Indicateurs ventilés par sexe sur l'utilisation des TIC

123 Conformément au paragraphe 28 d) du Plan d'action du SMSI, il convient d'élaborer des indicateurs ventilés par sexe sur l'utilisation des TIC et les besoins dans ce domaine.

- Par le biais de l'Institut des femmes, le Ministère du travail et des affaires sociales de l'**Espagne** publie actuellement des [données statistiques sur la situation des femmes en Espagne](#) (y compris sur le web). Les domaines traités sont notamment les suivants: démographie, famille, éducation, emploi, santé, prise de décision, violence et inclusion/exclusion sociale.
- En avril 2000, **Cisco Systems, Inc.**, et le Cisco Learning Institute (CLI) ont uni leurs efforts pour mettre au point leur "[Gender Initiative](#)" (projet de promotion d'une perspective égalitaire). Ce projet vise à améliorer l'accès des femmes et des jeunes filles aux possibilités de formation et aux perspectives de carrière dans le domaine de l'informatique, tout d'abord grâce au Programme Cisco Networking Academy. Les différentes composantes du projet sont les suivantes: activités de recherche, projets mettant l'accent sur l'égalité entre hommes et femmes, base de données des meilleures pratiques, études de commercialisation, module sur les questions de genre et établissement d'un système de partenariat. Cette initiative a été mise en oeuvre dans de nombreux pays (voir le cas de la Jordanie,

Encadré 9) et regroupait plusieurs projets axés sur la question de l'égalité entre hommes et femmes, dans le cadre d'un partenariat avec plusieurs organisations internationales comme l'UNIFEM, le PNUD, l'UIT, l'USAID et des partenaires du secteur privé tels que Information Technology Essentials de **Hewlett Packard** et Networking Infrastructure Essentials de **Panduit**.

- Le **Conseil de l'Europe** a organisé un atelier sur les ["bonnes" et les "mauvaises" pratiques au sujet de l'image de la femme dans les médias](#), et plus particulièrement sur le cas de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle. Il a également adopté une recommandation sur la participation équilibrée des femmes et des hommes dans la prise de décision politique et publique dans les médias y compris les organismes de gestion, programmation, éducation, formation, recherche et réglementation. Le Conseil de l'Europe apporte également son appui aux activités de formation et de sensibilisation pour étudiants en journalisme et professionnels des médias sur les questions liées à l'égalité entre hommes et femmes et la façon d'éviter les stéréotypes sexistes et le sexisme.
- L'UIT a lancé une [initiative spéciale sur les questions](#) de genre et collabore actuellement avec **ORBICOM** à l'élaboration d'indicateurs appropriés qui permettront d'avoir une connaissance plus complète de la fracture numérique. Des données ventilées par sexe seront également rassemblées, analysées et actualisées.

Encadré 9: La cyberqualité dans le secteur des TIC en Jordanie

Bien qu'une fraction seulement de la population féminine de la Jordanie soit active sur le plan économique et que le taux d'analphabétisme des femmes ait chuté sensiblement au cours des dernières décennies, un partenariat ambitieux a été conclu en vue d'inverser la tendance, grâce aux efforts conjugués du [Gouvernement de la Jordanie](#), de l'[Agence des Etats-Unis pour le développement international](#) (USAID), de [Cisco Systems](#) Inc., de la [Cisco Foundation](#) et du [Fonds de développement des Nations Unies pour la femme](#) (UNIFEM).

Lancé en 2002, le projet a permis de créer 10 Cisco Networking Academies dans l'ensemble du pays. Les activités menées dans le cadre du projet visent à réduire la fracture numérique et à venir à bout des disparités qui existent entre les hommes et les femmes. L'initiative qui se propose d'améliorer les compétences des femmes jordaniennes, leurs connaissances et leur accès à l'information, vise à renforcer la position des femmes et à créer un environnement politique sensible aux différences entre les hommes et les femmes. En donnant aux femmes un avantage compétitif sur le marché de l'emploi, les TIC contribuent donc à conférer à la participation des femmes une place importante dans tous les domaines du développement de la société.

14.5 Meilleures pratiques et exemples de réussite

124 Au paragraphe 28 e) du Plan d'action, le SMSI demande qu'un site web consacré aux meilleures pratiques et à des exemples de réussite soit élaboré et mis en place. Un certain nombre d'initiatives sont en cours:

- A titre de contribution à la phase de Tunis du SMSI, le Gouvernement de l'**Espagne** a élaboré un [ouvrage qui rend compte des points de vue formulés par des experts](#) d'entités du secteur privé et de la société civile sur certains aspects de la société de l'information et en particulier une enquête sur les bonnes pratiques et les modèles de réussite qui peuvent influencer directement sur le développement économique et social. Le Gouvernement de l'Espagne a également présenté une contribution analogue à la phase de Genève du SMSI.

- Depuis 2002, l'**UIT** rassemble également, en vue de leur diffusion sur un site web, des [exemples de réussite dans le domaine des TIC](#). L'objectif visé est de mettre en évidence l'application réussie des TIC dans les différents secteurs de l'économie et de la société et de réduire les disparités qui existent entre les hommes et les femmes. Par ailleurs, l'Union a lancé un [Programme mondial d'échange d'informations entre régulateurs \(G-REX\)](#), site web protégé par un mot de passe destiné aux autorités de réglementation et aux responsables politiques des pays. Ce forum facilite l'échange des meilleures pratiques réglementaires grâce à sa ligne d'assistance et à ses conférences en ligne.
- Le [Portail GKP \(Global Knowledge Partnership Portal\)](#) rassemble actuellement des données sur des projets et des manifestations particulièrement réussis qui témoignent des avantages de l'utilisation des TIC au service du développement (voir l'Encadré 7). Le partenariat GKP entend fournir une contribution sur le savoir non seulement au SMSI (phase de Tunis) mais aussi au Sommet de l'Organisation des Nations Unies (Millénaire +5) en 2005, qui aura pour objet de passer en revue les progrès réalisés dans le monde entier en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire.

15 Prochaines étapes

Toutes les parties prenantes sont invitées à fournir de nouveaux textes qui seront incorporés dans la base de données de l'inventaire et à actualiser les textes existants, en utilisant le questionnaire en ligne disponible à l'adresse: <http://www.itu.int/wsis/stocktaking/scripts/q.asp>. Cette base de données continuera d'accueillir de nouveaux textes même après la conclusion de la phase de Tunis et il faut espérer qu'elle constituera un legs durable du processus du SMSI.
